

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

MOYEN-ORIENT
ET ASIE CENTRALE

Une reprise inégale dans
un contexte de forte incertitude

AVRIL
2024



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

MOYEN-ORIENT
ET ASIE CENTRALE

Une reprise inégale dans
un contexte de forte incertitude

AVRIL
2024



Copyright ©2024 International Monetary Fund

Cataloging-in-Publication Data
IMF Library

Names: International Monetary Fund, publisher.

Title: Regional economic outlook. Middle East and Central Asia : an uneven recovery amid high uncertainty.

Other titles: Middle East and Central Asia : an uneven recovery amid high uncertainty. | Middle East and Central Asia. | An uneven recovery amid high uncertainty. | Regional economic outlook: Middle East and Central Asia.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 2024. | Apr. 2024. | Includes bibliographical references.

Identifiers: ISBN:

9798400272356 (English paper)

9798400270239 (French paper)

9798400272387 (French Web PDF)

Subjects: LCSH: Economic forecasting–Middle East. | Economic forecasting–Asia, Central. | Economic development–Middle East. | Economic development–Asia, Central. | Middle East–Economic conditions. | Asia, Central–Economic conditions.

Classification: LCC HC415.15.A1 R44 2024

Le rapport sur les *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* est publié deux fois par an, au printemps et à l'automne, et rend compte de l'évolution économique de la région. Les projections et considérations de politique économique qu'il présente sont celles des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement les points de vue du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.



Les commandes peuvent être effectuées par Internet ou courrier :

International Monetary Fund, Publication Services

P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.

Tél. : +(1) 202.623.7430

Télec. : +(1) 202.623.7201

publications@IMF.org

IMFbookstore.org

elibrary.IMF.org

Table des matières

Remerciements	v
Groupes de pays	vi
Hypothèses et conventions	viii
Résumé	ix
1. Évolution de la situation régionale et perspectives économiques :	
une reprise inégale dans un contexte de forte incertitude	1
1.1. Contexte mondial : la désinflation se poursuit sur fond de résilience économique	1
1.2. Région MOAN et Pakistan : les difficultés s'enchaînent	2
1.3. Région CAC : la résilience se confirme	10
1.4. Facteurs influant sur les perspectives de la région MOAC	13
1.5. Concilier différentes priorités en période d'incertitude	13
Bibliographie	16
2. Fondations fragiles : les séquelles économiques durables des conflits	17
2.1. Des conflits fréquents et intenses, affichant un bilan humain catastrophique	17
2.2. Persistance d'une croissance déprimée après les conflits	19
2.3. Retombées négatives des conflits dans les pays tiers	23
2.4. Conclusions	24
Bibliographie	25
3. La (re)configuration des échanges face aux chocs et à la transformation du paysage géopolitique	28
3.1. La reconfiguration des échanges commerciaux	28
3.2. Conséquences de la fragmentation géoéconomique sur la région MOAC	31
3.3. Réponse des pouvoirs publics	34
Bibliographie	35
ENCADRÉS	
2.1. Effets sociétaux à long terme des conflits	26
3.1. Le corridor médian	36
3.2. Région MOAN : une contraction inégale des échanges en cas de tensions durables en mer Rouge	37
GRAPHIQUES	
Graphique 1.1. Volume de fret	2
Graphique 1.2. Région MOAN : croissance du PIB réel	3
Graphique 1.3. PE&PRI de la région MOAN et Pakistan : inflation globale	3
Graphique 1.4. Région MOAN et Pakistan : taux d'intérêt directeurs à début mars	4
Graphique 1.5. Variation des soldes primaires et des contributions (hors dons), 2022-23	5
Graphique 1.6. Écarts EMBIG (J.P. Morgan)	5

Graphique 1.7. Flux nets de portefeuille d'actions et de titres de dette	6
Graphique 1.8. Région MOAN : contributions aux révisions de la croissance du PIB.....	6
Graphique 1.9. MOAN et Pakistan : projections de croissance à moyen terme et répartition entre les pays	7
Graphique 1.10. PE&PRI de la région MOAN et Pakistan : besoins de financement bruts du secteur public	8
Graphique 1.11. CCG : contributions à la croissance du PIB réel	9
Graphique 1.12. CAC : révisions de la croissance depuis la guerre en Ukraine	10
Graphique 1.13. CAC : croissance du crédit et contributions du secteur privé.....	10
Graphique 1.14. CAC : inflation globale et variation du taux directeur	11
Graphique 1.15. CAC : croissance et contributions.....	12
Graphique 1.16. CAC : inflation globale.....	12
Graphique 2.1. Conflits, 1989–2022.....	18
Graphique 2.2. Région MOAC : répercussions des épisodes de conflit graves et prolongés sur le PIB réel par habitant.....	19
Graphique 2.3. Répercussions des conflits sur le PIB réel par habitant.....	20
Graphique 2.4. Perturbations économiques : variables additionnelles.....	20
Graphique 2.5. Perturbations économiques : variables additionnelles.....	21
Graphique 2.6. Différences de répercussions sur le PIB réel par habitant selon les caractéristiques des conflits et les conditions économiques préexistantes	22
Graphique 2.7. Répercussions des conflits sur le PIB par habitant des pays frontaliers	23
Graphique 2.8. Répercussions des conflits sur les indicateurs macroéconomiques des pays frontaliers	24
Graphique 2.1.1 de l'encadré. Personnes déplacées de force par pays d'origine, 1989–2022.....	26
Graphique 2.1.2 de l'encadré. Région MOAC : scolarisation dans le primaire dans des pays touchés par des conflits de longue ou courte durée, et de forte ou faible intensité	27
Graphique 2.1.3 de l'encadré. Région MOAC : espérance de vie dans les pays touchés par un conflit	27
Graphique 3.1. Barrières tarifaires et non tarifaires.....	28
Graphique 3.2. Performance logistique et qualité de la réglementation.....	29
Graphique 3.3. Parts des échanges commerciaux avec les pays partenaires, 2021–22.....	29
Graphique 3.4. CAC : exportations par groupe de produits	30
Graphique 3.5. CAC : exportations et importations par partenaire commercial.....	30
Graphique 3.6. CAC : rôle renforcé dans les chaînes de valeur mondiales.....	30
Graphique 3.7. Volume de fret	31
Graphique 3.8. Exportations et importations transitant par le détroit de Bab el-Mandeb	31
Graphique 3.9. Tendances au niveau des mesures commerciales.....	32
Graphique 3.10. MOAC : nouvelles mesures commerciales	32
Graphique 3.11. Répercussions de référence sur les exportations et le PIB	33
Graphique 3.12. Gains dans les échanges commerciaux et la production réalisés grâce aux mesures prises ..	34
Graphique 3.2.1 de l'encadré. Estimation des répercussions des perturbations prolongées en mer Rouge sur la région MOAN et PAK	37

TABLEAUX

Région MOAC : principaux indicateurs économiques, 2000–25	38
Région MOAN : principaux indicateurs économiques, 2000–25	39
Région CAC : principaux indicateurs économiques, 2000–25.....	41

Remerciements

Le rapport sur les *Perspectives économiques régionales* pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont établies chaque printemps et chaque automne par le département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD) du FMI. Les analyses et projections figurant dans le présent rapport relèvent pleinement des activités de surveillance de l'évolution et des politiques économiques des pays membres que mène le département. Elles s'appuient principalement sur les informations recueillies par les services du département au cours de leurs consultations avec les pays membres.

Les analyses figurant dans la présente édition des *Perspectives économiques régionales* ont été coordonnées sous la supervision de Jihad Azour (directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale). Les travaux ont été dirigés par Taline Koranchelian (directrice adjointe du département), Lone Christiansen (cheffe de la division analyse et stratégie régionales), ainsi que par John Bluedorn et Cesar Serra (tous deux chefs adjoints de la division analyse et stratégie régionales).

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Diala Al Masri, Apostolos Apostolou, Vizhdan Boranova, Steven Dang, Hasan Dudu, Filippo Gori, Rhea Gupta, Alejandro Hajdenberg, Bashar Hlayhel, Thomas Kroen, Colombe Ladreit, Fei Liu, Troy Matheson, Borislava Mircheva, Salem Nechi, Thomas Piontek, Bozena Radzewicz-Bak, Subi Velkumar et Qirui Zhang. Vizhdan Boranova a établi l'annexe statistique et assuré la gestion de la base de données. Steven Dang et Qirui Zhang ont fourni une aide à la recherche.

Bronwen Brown a corrigé le manuscrit anglais du rapport. Cheryl Toksoz a dirigé l'équipe de rédaction du département de la communication et géré la production du rapport. Adetoro Olatidoye et Joanna Zaffaroni ont apporté leur concours à la production du rapport. Alexei Kireyev, Colombe Ladreit, Salem Mohamed Nechi, Bilal Tabti et Mohd S. M. Zaher ont revu les traductions et ont collaboré avec Noha ElShalkany, Heba Yousri Khalil et Baya Kourdali (pour la version arabe) ; Anne Amar, Antoine Freyburger, Benjamin Corbel, Marion Delépine et Monica Nepote-Cit (pour la version française) ; ainsi que Mikhail Surin, Alexandra Akchurin, Inna Davidova et Svetlana Andryunina (pour la version russe), en coordination avec Kirill Vompe (du centre pour la coordination des traductions) – tous de la division services linguistiques du département services intégrés et équipements du FMI.

Groupes de pays

L'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* couvre les pays et territoires relevant du département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds monétaire international (FMI) ; ils sont désignés par l'expression « pays et territoires MOAC ». Le rapport présente un aperçu global de l'évolution récente de l'économie, ainsi que des perspectives et questions de politique économique à moyen terme. Pour faciliter l'analyse, les 32 pays et territoires MOAC couverts par le présent rapport sont divisés en trois groupes distincts, en fonction de leurs recettes d'exportation et de leur niveau de développement : 1) pays exportateurs de pétrole (PEP) ; 2) pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI) ; 3) pays à faible revenu (PFR). D'autres regroupements sur la base de la région et en fonction de critères analytiques permettent une ventilation plus détaillée aux fins d'analyse et de continuité. Les sigles et abréviations utilisés pour désigner les pays ou groupes de pays dans certains tableaux et graphiques sont indiqués entre parenthèses.

PEP MOAC : Algérie (ALG), Arabie saoudite (SAU), Azerbaïdjan (AZE), Bahreïn (BHR), Émirats arabes unis (UAE), Iraq (IRQ), Kazakhstan (KAZ), Koweït (KWT), Libye (LBY), Oman (OMN), Qatar (QAT), République islamique d'Iran (IRN) et Turkménistan (TKM)

PE&PRI MOAC : Arménie (ARM), Cisjordanie et Gaza (WBG), Égypte (EGY), Géorgie (GEO), Jordanie (JOR), Liban (LBN), Maroc (MAR), Pakistan (PAK), République arabe syrienne (SYR) et Tunisie (TUN)

PFR MOAC : Afghanistan (AFG), Djibouti (DJI), Mauritanie (MRT), Ouzbékistan (UZB), République kirghize (KGZ), Somalie (SOM), Soudan (SDN), Tadjikistan (TJK) et Yémen (YEM)

Caucase et Asie centrale (CAC) : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan

PEP CAC : Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan

PIP CAC : Arménie, Géorgie, Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan

PE&PRI CAC : Arménie et Géorgie

PFR CAC : Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen

PEP MOAN : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et République islamique d'Iran

PIP MOAN : Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen

PE&PRI MOAN : Cisjordanie et Gaza, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne et Tunisie

PFR MOAN : Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen

MOANAP : Région MOAN, Afghanistan et Pakistan

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen

PEP monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Oman et Qatar

Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar

Pays exportateurs de pétrole non membres du CCG : Algérie, Iraq, Libye et République islamique d'Iran

Afrique du Nord : Algérie, Djibouti, Égypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie

Pays fragiles et touchés par un conflit : Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Iraq, Liban, Libye, République arabe syrienne, Somalie, Soudan et Yémen

Pays touchés par un conflit : Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Iraq, République arabe syrienne, Somalie, Soudan et Yémen

Hypothèses et conventions

Les projections de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* reposent sur plusieurs hypothèses. Il est supposé que les politiques économiques nationales actuelles seront maintenues, que le cours moyen du baril de pétrole¹ sera de 78,61 dollars en 2024 et de 73,68 dollars en 2025, et que le rendement nominal à trois mois des bons du Trésor américain s'établira en moyenne à 5,2 % en 2024 et à 4,1 % en 2025. Il s'agit d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les données relatives aux années 2024 et 2025 qui figurent dans les graphiques et les tableaux sont des projections. Sauf indication contraire, ces dernières sont basées sur les données statistiques disponibles pour la période se terminant fin mars 2024.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente publication :

- Dans les tableaux, les points de suspension (...) signifient « données non disponibles » et 0 ou 0,0 signifie « zéro » ou « négligeable ».
- Les légères différences entre les totaux et la somme de leurs composantes sont dues aux arrondis.
- Un tiret (-) entre des années ou des mois (par exemple 2019–20 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois, inclus ; la barre oblique (/) entre deux années ou mois (par exemple 2019/20) indique un exercice budgétaire (ou financier).
- Par « milliard », il faut entendre mille millions.
- Par « point de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

Dans la présente publication, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière séparée et indépendante.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

¹ Moyenne simple des cours UK Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

Résumé

La résilience de l'économie et l'atténuation des tensions inflationnistes à l'échelle mondiale constituent des évolutions positives pour les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Leur croissance devrait se raffermir pour atteindre 2,8 % en 2024, puis 4,2 % en 2025 (contre 2,0 % en 2023).

Les difficultés s'enchaînent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MOAN). Le conflit à Gaza et en Israël provoque d'immenses souffrances humaines. En outre, les perturbations du transport maritime dans la mer Rouge et les réductions de la production de pétrole viennent s'ajouter aux vulnérabilités préexistantes liées au niveau élevé de la dette publique et des coûts d'emprunt. Par conséquent, la croissance devrait demeurer modérée : elle devrait légèrement augmenter pour passer de 1,9 % en 2023 à 2,7 % en 2024. En 2025, elle devrait accélérer à 4,2 % sachant que l'effet de ces facteurs transitoires devrait s'estomper. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, où les plans de diversification économique suivent leur cours, la croissance devrait être tirée par les activités hors hydrocarbures. Dans le même temps, les pays émergents et les pays à revenu intermédiaire de la région MOAN font face à une intensification des tensions budgétaires, étant donné que les importantes charges d'intérêts compliquent les efforts déployés pour renforcer les finances publiques. Le conflit à Gaza et en Israël accentue les incertitudes, dans la mesure où il est très difficile d'en prédire la durée et les conséquences. De plus, les conflits entravent aussi l'activité dans certains pays fragiles et à faible revenu. Plusieurs d'entre eux pourraient toutefois voir leur situation s'améliorer prochainement, sachant que le contexte économique devrait devenir plus favorable en 2025 parallèlement à la dissipation des facteurs de contraction. En revanche, le cycle de resserrement monétaire semble être arrivé à son terme dans la plupart des pays, étant donné que l'inflation tend vers sa moyenne historique dans de nombreux pays de la région MOAN et qu'elle en est proche ou y est inférieure dans un tiers des pays.

La région Caucase et Asie centrale reste résiliente face à la guerre en Ukraine. Malgré un certain ralentissement, la croissance devrait demeurer vigoureuse, s'établissant à 3,9 % en 2024 avant de se hisser à 4,8 % en 2025, en partie grâce à l'assouplissement des politiques macroéconomiques, le dynamisme de la demande intérieure et des facteurs idiosyncrasiques, comme l'augmentation de la production de pétrole. À moyen terme, la croissance devrait relativement peu fluctuer dans les pays importateurs de pétrole, soutenue par la vitalité de la demande intérieure, tandis que la stabilisation de la production d'hydrocarbures devrait peser sur la croissance des pays exportateurs de pétrole. Dans la majorité des pays du Caucase et d'Asie centrale, l'inflation est inférieure à sa cible ou en est proche et la plupart des banques centrales mènent une politique d'assouplissement.

Une incertitude plus forte que d'ordinaire entoure les perspectives et les risques sont orientés à la baisse. Le conflit à Gaza et en Israël demeure également un facteur important susceptible de détériorer les perspectives dans la région MOAN, notamment en cas d'escalade du conflit ou d'enlèvement. Comme le montre le chapitre 2, les conflits n'ont pas seulement des coûts durables sur les plans humain et social : ils engendrent aussi des pertes de production de grande ampleur, qui s'inscrivent dans la durée et peuvent avoir des répercussions sur d'autres pays. Par ailleurs, la reconfiguration des échanges sous l'effet des conflits pourrait avoir des effets d'entraînement sur l'activité économique et les recettes fiscales. Plusieurs risques à l'échelle mondiale, dont ceux liés à la fragmentation géopolitique, pourraient également se propager aux pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale. À l'inverse, une croissance mondiale supérieure aux prévisions stimulerait les échanges dans la région tandis qu'une inflexion plus rapide qu'attendu de la trajectoire des taux d'intérêt dans les grands pays avancés pourrait desserrer les pressions budgétaires et permettre une meilleure dynamique de la dette.

Les décideurs sont aux prises d'une tâche difficile : préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette tout en relevant les défis géopolitiques et en rehaussant les perspectives de croissance à moyen terme. **La politique monétaire devrait rester prudente** et les autorités devraient se garder de tout assouplissement prématuré ou excessif. Eu égard à l'hétérogénéité en matière d'endettement du secteur public, **la politique budgétaire devrait**

contribuer à réduire nettement le taux d'endettement, dans les pays où il est élevé. Cela étant, compte tenu des fortes différences entre les pays, il est essentiel d'adapter soigneusement l'action publique en fonction de la situation nationale. Dans un contexte d'incertitude accrue, il est fondamental que les pays **appliquent des réformes visant à renforcer leurs facteurs économiques de base, notamment en améliorant les institutions** (chapitre 2). En outre, la réduction des obstacles aux échanges déjà anciens, la diversification des produits et des marchés et la modernisation des infrastructures permettront aux pays de mieux tirer parti des possibilités qu'offrent les nouveaux axes commerciaux (chapitre 3).

1. Évolution de la situation régionale et perspectives économiques : une reprise inégale dans un contexte de forte incertitude¹

L'incertitude est de plus en plus grande compte tenu des conflits en cours, des perturbations du transport maritime et de la baisse de la production de pétrole. Dans ce contexte, c'est une reprise inégale qui se dessine, le rythme de la croissance variant d'un pays à l'autre de la région Moyen-Orient et Asie centrale (région MOAC) cette année. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MOAN), les conflits se poursuivent dans plusieurs pays et territoires, rappelant avec force le bilan humain dévastateur et les conséquences économiques à long terme des combats. Certains pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI) sont aux prises avec des tensions en matière de financements et une inflation toujours élevée. Certains pays exportateurs de pétrole ont adopté de nouvelles réductions de production de pétrole tout en renforçant leur secteur hors hydrocarbures. Dans le Caucase et l'Asie centrale (région CAC), la croissance demeure vigoureuse, malgré le repli des flux réels et financiers lié à la guerre en Ukraine, et les pays importateurs d'hydrocarbures voient leur économie progresser plus rapidement que les pays exportateurs grâce à une forte demande intérieure. Dans la région MOAC, l'inflation se situe à un niveau proche de sa moyenne historique ou de sa cible dans de nombreux pays et devrait continuer de refluer.

1.1. Contexte mondial : la désinflation se poursuit sur fond de résilience économique

À l'échelle mondiale, l'activité économique a bien résisté au mouvement de désinflation de ces deux dernières années. Malgré un resserrement de la politique monétaire, le dynamisme de la demande et les évolutions positives du côté de l'offre soutiennent la croissance dans plusieurs grandes économies, déjouant les craintes de stagflation et de récession mondiale. Cela étant, la croissance devrait pâtir du tour de vis budgétaire visant à réduire la dette publique alors que l'inflation s'approche de son niveau cible et que les banques centrales commencent à assouplir leur politique.

La croissance mondiale, estimée à 3,2 % en 2023, devrait continuer sur un même rythme en 2024 et 2025, des prévisions supérieures de 0,3 point de pourcentage à celles établies pour 2024 dans l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Toutefois, la projection de croissance mondiale à moyen terme, qui s'élève à 3 %, est la plus faible depuis des décennies, ce qui s'explique en partie par la persistance de frictions structurelles, lesquelles empêchent le déplacement du capital et du travail vers des entreprises plus productives, et par la fragmentation géoéconomique. En outre, l'assombrissement des perspectives de croissance en Chine et dans d'autres grands pays émergents devrait peser sur l'évolution de leurs partenaires commerciaux.

Les tensions inflationnistes devraient s'atténuer à un rythme régulier. L'inflation globale mondiale devrait refluer à une moyenne de 5,9 % en 2024 et de 4,5 % en 2025, retrouvant son niveau cible, d'abord dans les pays avancés puis dans les pays émergents et les pays en développement. Dans le même temps, la moyenne annuelle du prix du pétrole devrait baisser de 2,5 % en 2024 (pour s'établir à 78,61 dollars le baril) et de 6,2 % en 2025 (pour atteindre 73,68 dollars le baril), tandis que la moyenne annuelle des prix des produits de base hors combustibles devrait rester globalement stable.

¹ Préparé par Steven Dang, Hasan Dudu, Rhea Gupta, Bashar Hlayhel, Thomas Kroen, Colombe Ladreit, Troy Matheson (auteur principal), Borislava Mircheva (autrice principale), Salem Mohamed Nechi, Subi Velkumar et Qirui Zhang.

1.2. Région MOAN et Pakistan : les difficultés s'enchaînent

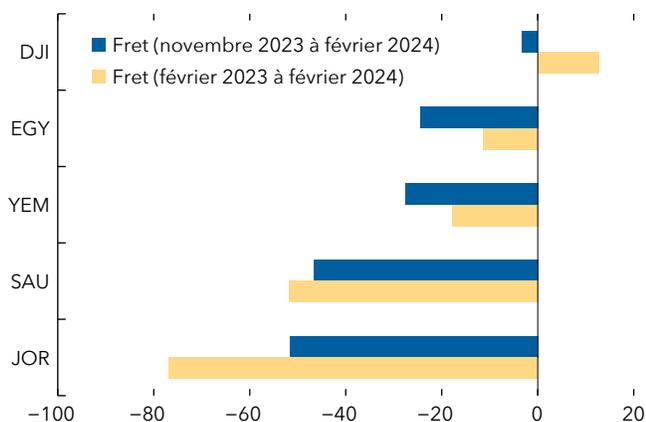
L'activité économique dans la région MOAN et au Pakistan devrait se redresser après avoir enregistré de faibles résultats en 2023. Cependant, la projection de croissance pour 2024 a été révisée à la baisse et s'élève désormais à 2,6 %, étant donné que les conflits², l'orientation restrictive des politiques économiques dans certains pays et la réduction de la production d'hydrocarbures continuent de freiner la croissance. En particulier, le conflit à Gaza et en Israël rend la conjoncture encore plus délicate et les perturbations du transport maritime en mer Rouge accentuent l'incertitude³. À un horizon plus lointain, la croissance devrait s'affermir à mesure que les effets des baisses de production de pétrole et des conflits s'estompent, tout en demeurant inférieure à sa moyenne historique à moyen terme. L'inflation poursuit son recul parallèlement aux tendances mondiales.

Dernières évolutions : la croissance ralentit alors que les défis sont nombreux

Dans les PE&PRI de la région MOAN, le conflit à Gaza et en Israël a des conséquences néfastes sur les pays les plus exposés. Au-delà du lourd tribut en vies humaines, l'activité est à l'arrêt à Gaza. En conséquence, le PIB réel en Cisjordanie et à Gaza a chuté de plus de 6 % en 2023, selon les estimations. Au 15 mars, 1,7 million de personnes avaient été déplacées à Gaza (soit 75 % de la population) (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2024).

Par ailleurs, les risques en matière de sécurité en mer Rouge continuent de faire craindre plus généralement une hausse du coût du transport de marchandises et une contraction du commerce maritime, sachant qu'entre 12 % et 15 % des échanges mondiaux passent par le canal de Suez (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2024). L'économie égyptienne est particulièrement exposée à ces perturbations. En effet, en 2022/23, le pays a tiré quelque 2,2 % de son PIB en recettes annuelles de sa balance des paiements (soit plus de 700 millions de dollars par mois) et 1,2 % de son PIB en recettes budgétaires provenant des droits associés au canal de Suez. Or, entre le début des attaques par drones dans le détroit de Bab el-Mandeb et la fin février, le volume des échanges commerciaux via le canal de Suez a chuté de plus de moitié, atteignant 16 millions de tonnes contre 38 millions de tonnes auparavant.

Graphique 1.1. Volume de fret
(Variation en pourcentage, corrigée des variations saisonnières, entre février 2024, novembre 2023 et février 2023)



Sources : Portwatch ; calculs des services du FMI.

Note : Les données rendent compte du volume de fret.

Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

La réduction du volume de fret pèse sur les autres PE&PRI, dont les ports en mer Rouge pâtissent d'une baisse de débit (graphique 1.1). Ainsi, à la fin du mois de février, les exportations et les importations de Jordanie via le port d'Aqaba avaient reculé de près de moitié depuis le début des perturbations en novembre, bien que certains flux d'échanges aient été réorientés vers d'autres itinéraires commerciaux. En Arabie saoudite, l'activité du port de Djeddah a baissé après que les autorités ont dérivé une partie du fret vers le port de Damman situé dans le golfe Persique.

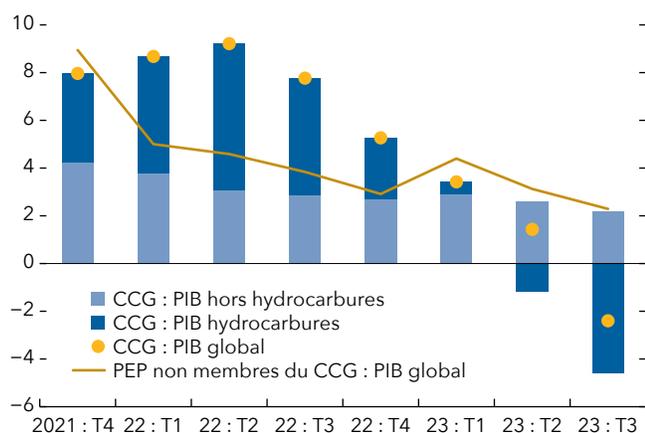
S'agissant d'autres pays de la région, en Tunisie, la croissance a ralenti pour atteindre 0,4 % en 2023 (contre 2,6 % en 2022) en raison d'un repli de la production agricole pour cause de sécheresse et de l'atonie de la demande intérieure. En revanche, le Maroc a dépassé les projections l'an dernier : la

² Sept pays et territoires de la région MOAN et Pakistan connaissaient un conflit au début de 2024, la Cisjordanie et Gaza, ainsi que l'Iraq, le Pakistan, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen (projet Armed Conflict Location & Event Data – ACLED – <https://acleddata.com>). Un pays est considéré en conflit si ACLED a recensé au moins 25 décès liés à des combats entre le 1^{er} janvier 2024 et le 8 mars 2024 (dernière mise à jour le 8 mars 2024).

³ Voir la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* de janvier 2024 intitulée *Moyen-Orient et Afrique du Nord : le conflit amplifie les défis économiques*.

Graphique 1.2. Région MOAN : croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage, sur un an ; moyenne simple)

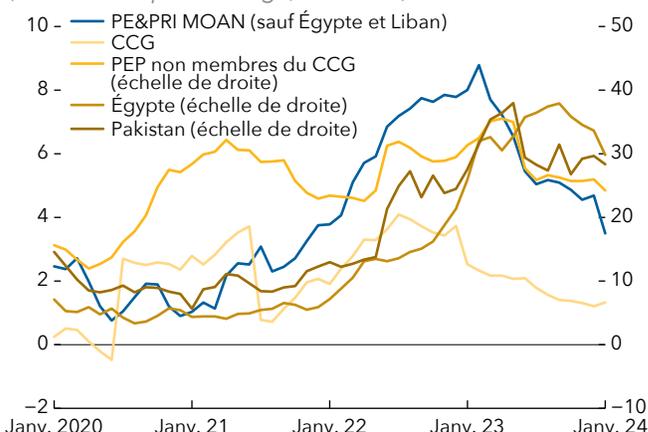


Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEP = pays exportateurs de pétrole.

Graphique 1.3. PE&PRI de la région MOAN et Pakistan : inflation globale

(Variation en pourcentage, sur un an)



Sources : autorités nationales ; FMI, base de données sur l'indice des prix à la consommation ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

croissance est estimée à 3 % (soit 0,6 point de pourcentage de plus que les projections d'octobre), sous l'effet conjugué d'une demande intérieure vigoureuse, tirée par les fortes recettes touristiques malgré le séisme de septembre 2023, de la dissipation des effets de termes de l'échange défavorables et du rebond de la production agricole.

Les conflits pèsent également sur les conditions économiques de certains pays à faible revenu (PFR) (Soudan, Yémen). Le Soudan est aux prises avec une crise humanitaire de plus en plus grave et avec une forte dégradation de ses infrastructures, résultant d'un conflit qui a entraîné le déplacement de quelque 8,4 millions de personnes à la fois dans le pays et à l'étranger (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2024). Le PIB réel du Soudan s'est contracté d'environ 20 % en 2023 selon des estimations. Le Yémen a aussi enregistré un fléchissement de sa production l'an dernier et ne dispose toujours pas des financements suffisants pour importer les denrées alimentaires nécessaires aux besoins de base de sa population. Sur une note plus positive, Djibouti a affiché une croissance de 7 %, un taux supérieur aux projections, grâce au redressement du secteur de la construction et à une production d'or plus élevée qu'attendu.

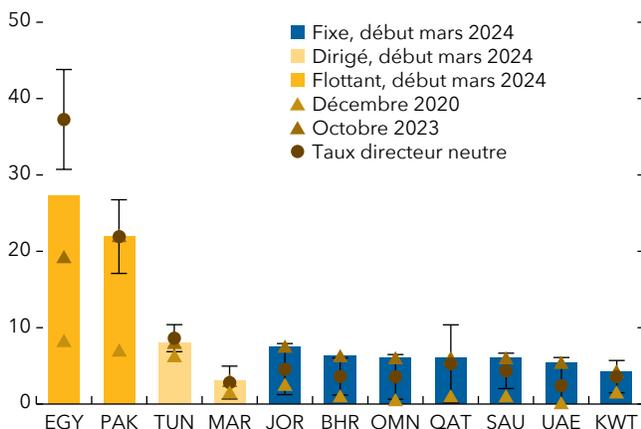
La réduction volontaire de la production de pétrole a été l'un des principaux déterminant de la croissance en 2023 dans les pays de la région MOAN producteurs de pétrole et de gaz. En particulier, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont vu la croissance du PIB pétrolier fortement ralentir après plusieurs vagues de baisses délibérées de la production par certains pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole plus (OPEP+). En conséquence, la croissance du PIB réel dans les pays du CCG a chuté (pour s'établir à 0,4 %), malgré une croissance du PIB hors hydrocarbures dynamique portée par les effets positifs durables des réformes visant à diversifier l'économie, la vitalité de la demande intérieure et les entrées brutes de capitaux. L'activité dans les pays exportateurs de pétrole n'appartenant pas au CCG est restée globalement stable, les différences entre les pays s'expliquant par la vigueur des exportations de pétrole (République islamique d'Iran, Libye) et la fragilité (Iraq) (graphique 1.2).

L'inflation prend une trajectoire descendante

Conformément aux tendances mondiales, l'inflation a commencé à diminuer en 2023 dans de nombreux pays de la région MOAN, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire opéré auparavant et de la baisse des prix des produits de base (graphique 1.3). De même, l'inflation globale et sous-jacente séquentielle mensuelle dans la plupart des pays exportateurs de pétrole et des PE&PRI a reflué et s'approche désormais de sa moyenne historique.

Graphique 1.4. Région MOAN et Pakistan : taux d'intérêt directeurs à début mars

(En pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : La fourchette indique un écart-type des taux directeurs neutres dérivés du modèle. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Cela étant, l'inflation demeure toujours élevée dans certains pays. Cette situation tient à des facteurs variés : importations de denrées alimentaires insuffisantes et politiques budgétaire et monétaire accommodantes en Algérie, pénuries de devises en Égypte, dépréciation du taux de change et orientation accommodante des politiques monétaire et budgétaire en République islamique d'Iran et ajustement nécessaire des prix des services d'utilité publique, effets des politiques monétaire et budgétaire accommodantes lors de l'exercice budgétaire 2023 et relèvement du tarif du gaz au Pakistan. Au Liban, l'inflation reste forte, mais la fin du financement monétaire, qui s'est traduit par un budget équilibré et un taux de change stable, a contribué à atténuer les tensions inflationnistes depuis le milieu de l'année 2023. Dans les PFR, le taux d'inflation est toujours très différent d'un pays à l'autre – il est particulièrement fort au Soudan – et la crainte d'insécurité alimentaire reste largement répandue.

Les cycles de resserrement monétaire sont globalement arrivés à leur terme et le rééquilibrage budgétaire se poursuit

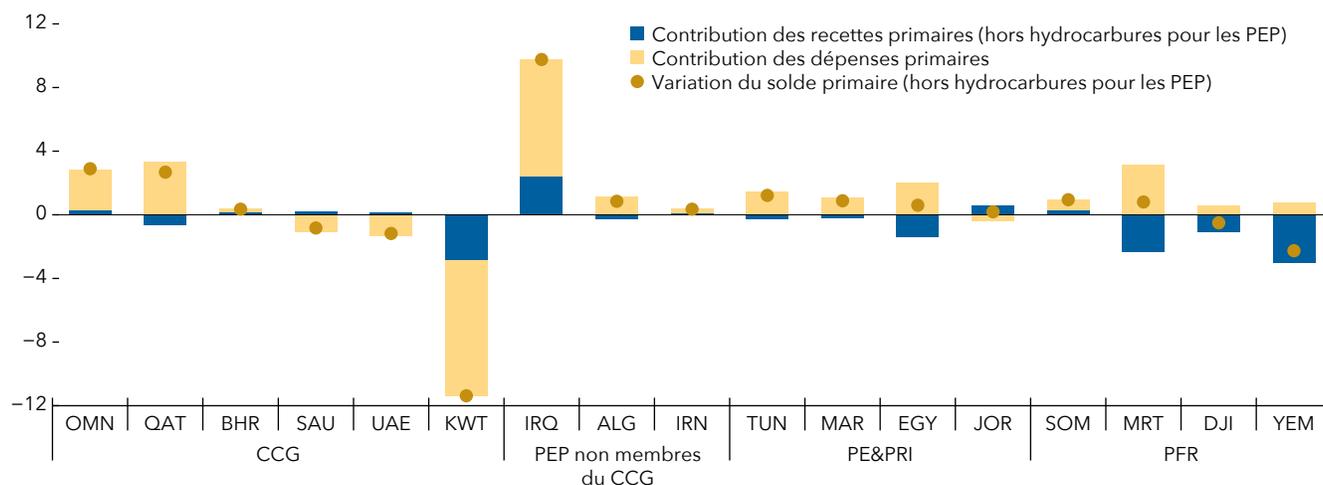
Dans un contexte de reflux de l'inflation, le resserrement monétaire s'est globalement arrêté. Seule l'Égypte a relevé son taux directeur de 800 points de base depuis octobre 2023. Cependant, malgré l'ample durcissement monétaire opéré pour faire reculer l'inflation, les estimations du taux d'intérêt neutre laissent penser qu'un nouveau tour de vis pourrait s'avérer nécessaire en Égypte et en Tunisie pour contenir l'inflation (graphique 1.4), bien que ces estimations soient assorties de fortes marges d'erreur⁴. Dans le même temps, dans les pays dont la monnaie est arrimée au dollar, les banques centrales ont conservé une orientation restrictive, à l'image de la Réserve fédérale, laquelle a maintenu son taux directeur inchangé depuis août 2023.

S'agissant de la politique budgétaire, les PE&PRI ont encore pâti de coûts d'emprunt élevés et les baisses de production du pétrole ont pesé sur les recettes de plusieurs pays exportateurs de pétrole en 2023. Les PE&PRI ont continué de comprimer leur solde budgétaire primaire dans un contexte marqué par un niveau de dette et des coûts d'emprunt importants. Pourtant les ratios d'endettement ont augmenté alors que les besoins de financement s'accroissent, y compris lorsque l'assainissement des dépenses était plus que compensé par une baisse conjoncturelle des recettes. Pour ce qui est des PFR, la Somalie a renforcé sa position budgétaire grâce à une mobilisation exceptionnelle des recettes portée par la hausse des droits de douane et les progrès de l'administration fiscale. En revanche, les résultats budgétaires ont été contrastés dans les pays du CCG. Les soldes primaires hors hydrocarbures, exprimés en proportion du PIB hors hydrocarbures, se sont améliorés à Bahreïn, à Oman et au Qatar alors qu'ils se sont détériorés en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Koweït (graphique 1.5). Cependant, le solde budgétaire global de la plupart des pays du CCG s'est dégradé en 2023 sous l'effet conjugué de la contraction des recettes pétrolières après les baisses de production de pétrole et de la relative stabilité des prix du pétrole. Le solde budgétaire des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG s'est aussi fragilisé sur fond de repli des recettes pétrolières, mais le solde primaire hors hydrocarbures est devenu globalement plus favorable.

⁴ Pour plus de détails sur la méthode utilisée, voir les *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* d'avril 2023.

Graphique 1.5. Variation des soldes primaires et des contributions (hors dons), 2022-23

(En pourcentage du PIB ; pourcentage hors pétrole pour les PEP)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Toutes les données se rapportent à l'année civile, sauf dans le cas des pays suivants, pour lesquels elles se rapportent à l'exercice budgétaire : Afghanistan (21 décembre/20 décembre de 2002 à 2020 et 21 mars/20 mars par la suite), République islamique d'Iran (21 mars/20 mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin). Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu.

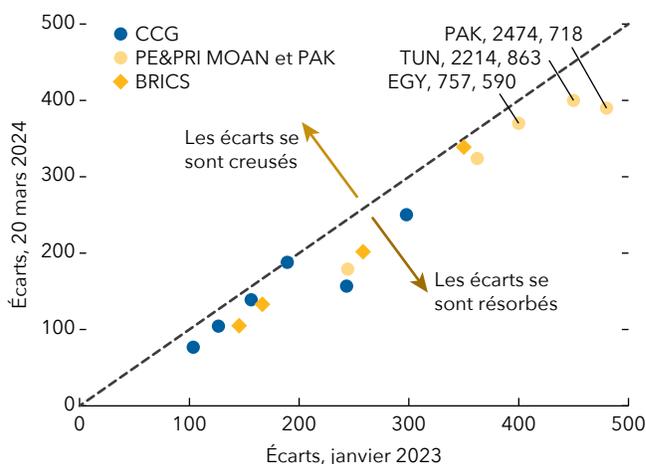
Des poches de vulnérabilité externes persistent

Malgré l'amélioration du solde des transactions courantes en 2023, les vulnérabilités externes restent élevées, surtout dans les PE&PRI et les PFR. Les déficits courants dans les PE&PRI de la région MOAN sont passés de 5,2 % du PIB en 2022 à 3,0 % en 2023, principalement sous l'effet de la compression des importations (du fait de la baisse des prix des produits de base et du ralentissement de la demande intérieure). Dans les PFR de la région MOAN, le déficit courant moyen s'est lui aussi réduit, s'établissant à 8,9 % du PIB en 2023 contre 11,9 % du PIB en 2022, grâce à un déficit plus faible en Mauritanie (imputable à la normalisation des importations de denrées alimentaires et des prix de l'énergie) et au Soudan (en raison de l'effondrement du commerce extérieur). Dans le même temps, la plupart des PE&PRI ont vu leurs marges de manœuvre extérieures (réserves) se renforcer en 2023, tirées par l'essor des recettes touristiques et par la diminution du déficit commercial à la faveur de termes de l'échange plus avantageux (Maroc, Tunisie). À l'inverse, les marges de manœuvre extérieures du Pakistan se sont amenuisées, essentiellement du fait du service de la dette en cours, dont fait partie le remboursement des euro-obligations.

Les écarts de rendement sur la dette souveraine des pays émergents du monde entier se sont resserrés l'an dernier et sont actuellement proches de leurs niveaux observés au début de 2023 pour la majorité des pays de la région MOAN (graphique 1.6). Ils restent cependant extrêmement élevés (plus de 1 000 points de base) dans le cas du Liban, du Pakistan et de la Tunisie. En parallèle, contrairement

Graphique 1.6. Écarts EMBIG (J.P. Morgan)

(En points de base)

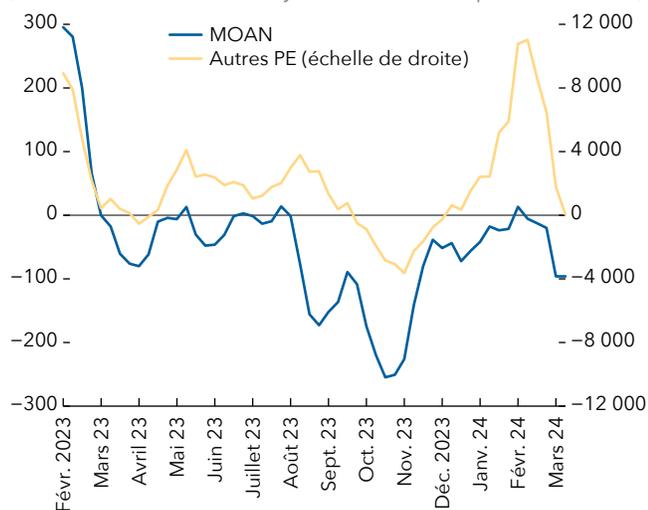


Source : Bloomberg Finance L.P.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). BRICS = Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; EMBIG = indice mondial des rendements des titres de dette des pays émergents ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

Graphique 1.7. Flux nets de portefeuille d'actions et de titres de dette

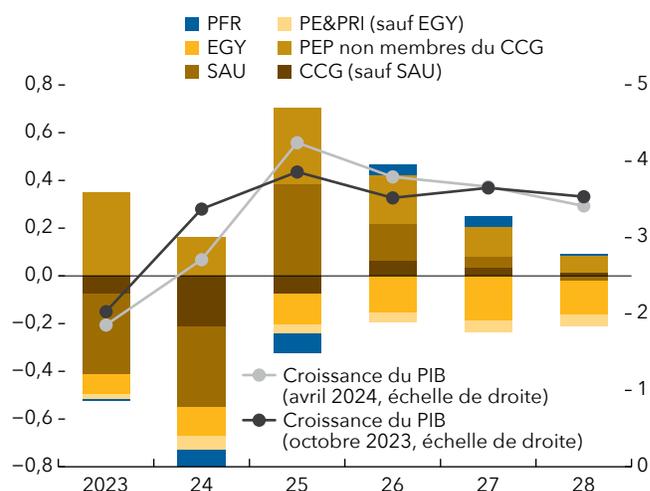
(En millions de dollars ; moyenne mobile sur quatre semaines)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE = pays émergents.

Graphique 1.8. Région MOAN : contributions aux révisions de la croissance du PIB

(Variation en pourcentage, sur un an ; points de pourcentage pour les révisions)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CCG = Conseil de coopération du Golfe ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu.

à d'autres pays émergents, une large part des pays de la région MOAN enregistrent des sorties massives de capitaux depuis le début de 2023 (graphique 1.7). Les PE&PRI de la région n'ont pas émis d'euro-obligations depuis le premier semestre de 2023, à l'exception de la Jordanie, dont l'opération a été réalisée à un coût plus élevé que pour les pays du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis). Le recours constant au financement intérieur risque de resserrer encore un peu plus l'interdépendance entre État et banques locales, étant donné l'exposition déjà élevée des banques à la dette souveraine dans certains PE&PRI (en particulier en Égypte et au Pakistan).

Perspectives : une reprise inégale

Les perspectives de croissance du groupe région MOAN et Pakistan se caractérisent par une reprise inégale sur fond de conflits armés, de dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et de persistance de problèmes structurels (graphique 1.8).

La croissance à court terme devrait demeurer atone, n'enregistrant qu'une modeste augmentation pour atteindre 2,6 % en 2024 (contre 1,6 % en 2023), soit une révision à la baisse de 0,7 point de pourcentage depuis l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*⁵. Cet ajustement tient principalement à l'adoption de nouvelles réductions de la production de pétrole (certains pays du CCG), à la contraction des recettes sous l'effet de la baisse des prix des hydrocarbures, ce qui devrait se traduire par une compression des dépenses budgétaires (exportateurs d'hydrocarbures), aux conséquences néfastes des conflits (Soudan, Cisjordanie et Gaza) et aux répercussions de ces derniers, à commencer par les perturbations en mer Rouge (Égypte) et à l'orientation toujours restrictive de la politique monétaire (pays du CCG).

La croissance en 2025 devrait accélérer pour s'établir à 4,1 % à mesure que certains des facteurs qui pèsent sur la croissance cette année s'estompent. Cela étant, à moyen terme, la croissance devrait rester inférieure à sa moyenne historique dans la plupart des pays, en raison de la persistance de problèmes structurels, comme les tensions sur

⁵ Il est supposé que le conflit à Gaza et en Israël – et les perturbations en mer Rouge qui en résultent – ne s'aggrave pas et commence à s'atténuer après le premier trimestre de 2024, son intensité diminuant progressivement au cours de l'année.

les financements dont pâtissent plusieurs pays, et du ralentissement actuel de la croissance du PIB hydrocarbures. En outre, l'existence de conflits dans la région, lesquels ont généralement des effets négatifs durables sur les plans social et économique (chapitre 2), assombrissent les perspectives de croissance dans certains pays. Dans le même temps, d'autres pays pourraient pâtir de la réorientation des échanges résultant de la transformation du paysage géopolitique et du degré élevé d'incertitude (chapitre 3). Dans ce contexte, les projections de croissance à moyen terme se sont graduellement dégradées au cours de la dernière décennie, les prévisions actuelles dessinant un tableau plus contrasté qu'auparavant en fonction des pays (graphique 1.9).

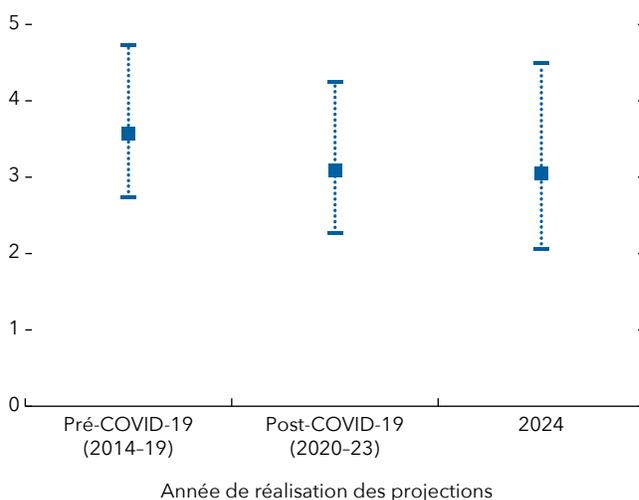
PE&PRI et Pakistan : le ralentissement de la croissance et l'augmentation des besoins de financement accentuent les vulnérabilités

La croissance dans les PE&PRI de la région MOAN devrait fléchir pour s'établir à 2,8 % cette année (contre 3,1 % en 2023), une révision à la baisse de 0,7 point de pourcentage depuis octobre. En Égypte, jusqu'à la récente mise en œuvre des ajustements macroéconomiques nécessaires, l'activité était freinée par les pénuries de devises et elle devrait encore pâtir de la situation dans la mer Rouge jusqu'à la fin de l'année. Par conséquent, les projections de croissance ont été revues à la baisse de 0,6 point de pourcentage depuis octobre et s'élèvent désormais à 3,0 % en 2024⁶. En parallèle, la Jordanie devrait connaître une croissance stable soutenue par de bons paramètres fondamentaux. Après une contraction en 2023, la croissance au Pakistan devrait rebondir à 2,0 % en 2024, tirée par des effets de base toujours positifs dans l'agriculture et le textile. Quant au Maroc, ses projections de croissance ont été revues à la baisse de 0,5 point de pourcentage depuis octobre, passant à 3,1 %, principalement en raison du tassement de la demande intérieure.

À un horizon plus lointain, la croissance dans les PE&PRI du groupe MOAN et Pakistan devrait accélérer pour atteindre près de 4 % en 2025 à mesure que se dissipent les contraintes qui brident l'activité cette année (politiques restrictives et événements spécifiquement nationaux, comme les répercussions d'un conflit). Cela étant, le maintien d'une orientation macroéconomique restrictive pour réduire l'endettement et l'inflation dans certains pays, conjugué à la persistance de problèmes structurels, devrait peser sur l'économie à moyen terme, la croissance restant inférieure à sa moyenne historique dans la plupart des pays.

Du côté positif, l'inflation devrait poursuivre son reflux dans la plupart des PE&PRI. En particulier, les tensions sur les prix en Jordanie et au Maroc devraient rester faibles, l'inflation se stabilisant au-dessous de 3 % cette année et à moyen terme. L'inflation devrait progressivement reculer en Égypte à mesure que les pénuries de devises s'atténueront et que le resserrement monétaire fera sentir ses effets. Au cours de la période de projection, la Tunisie devrait rester confrontée à une inflation forte, mais inférieure à 10 %, dans un contexte marqué par des besoins de financement considérables, un recours accru au financement monétaire et la persistance de distorsions liées à l'action publique sur les marchés de produits.

Graphique 1.9. MOAN et Pakistan : projections de croissance à moyen terme et répartition entre les pays
(En pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Projections de la croissance à cinq ans des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2024, réalisées entre 2014 et 2024 (actuelles). La fourchette représente l'écart entre le 75^e et le 25^e centile des projections des pays. MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

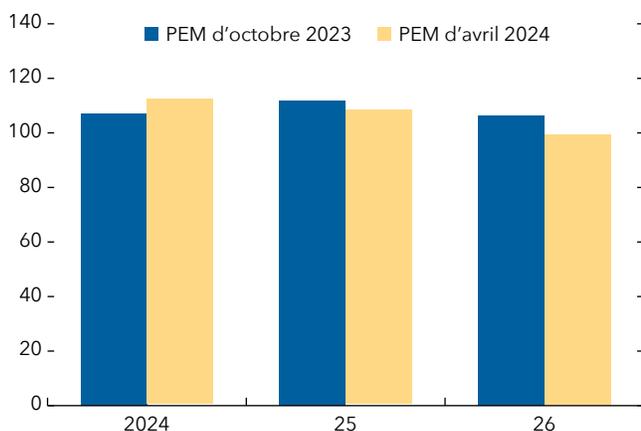
⁶ Les projections concernant l'Égypte portent sur l'exercice budgétaire (de juillet à juin).

Bien que le recul des prix du pétrole fasse baisser le coût des importations, la légère hausse de la demande intérieure (et donc des importations) cette année devrait entraîner une dégradation du solde des transactions courantes dans la plupart des PE&PRI et au Pakistan. Le déficit courant des PE&PRI de la région MOAN devrait se creuser et passer de 3,0 % du PIB en 2023 à 6,3 % en 2024, soit une augmentation de quelque 20 milliards de dollars. En outre, l'atonie des recettes d'exportation continue de peser sur les soldes extérieurs dans certains pays (Égypte).

Malgré les efforts déployés pour étoffer les marges de manœuvre budgétaires, les ratios de dette du secteur public devraient continuer de grimper cette année sur fond de montée des charges d'intérêts. Plus précisément, le solde budgétaire primaire devrait s'améliorer dans les PE&PRI au cours des prochaines années, à la faveur d'une rationalisation des dépenses (Jordanie, Maroc) et d'un renforcement de la mobilisation des recettes (Égypte, Jordanie). Toutefois, le déficit budgétaire global des PE&PRI devrait atteindre 8,2 % du PIB en 2024 (contre 5,4 % en 2023), sous l'effet d'une forte progression des charges d'intérêts. Par conséquent, les ratios dette du secteur public/PIB devraient demeurer élevés, s'établissant à plus de 90 % en 2024, avant de diminuer progressivement à moyen terme, tirés par des cessions d'actifs (Égypte), la poursuite de l'assainissement budgétaire (Égypte, Jordanie, Maroc) et des différentiels taux d'intérêt/taux de croissance favorables.

Graphique 1.10. PE&PRI de la région MOAN et Pakistan : besoins de financement bruts du secteur public

(En pourcentage des recettes budgétaires, moyenne simple)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Toutes les données se rapportent à l'année civile, à l'exception de l'Égypte et du Pakistan, pour lesquels elles se rapportent à l'exercice budgétaire (juillet à juin) : MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

financier local. Cet accord permettra à l'Égypte d'obtenir 24 milliards de dollars de nouveaux financements pour développer la région de Ras el-Hikma et de convertir, en livre égyptienne, un dépôt émirati à la banque centrale égyptienne libellé en dollars d'une valeur de quelque 11 milliards de dollars afin de réaliser des investissements dans tout le pays.

PFR : un paysage contrasté

En 2024, l'activité devrait se contracter de 1,4 % dans les PFR de la région MOAN. Ce taux masque pendant de fortes disparités entre les pays. Les effets des conflits, en particulier au Soudan et, dans une moindre mesure, au Yémen, pèseront fortement sur la croissance moyenne cette année. Toutefois, la croissance devrait rebondir à 4,4 % en 2025,

Quant aux besoins de financement bruts du secteur public, ils resteront un défi majeur dans la plupart des PE&PRI et au Pakistan. Les besoins de financement bruts du secteur public en 2024 devraient augmenter pour atteindre 115 % des recettes budgétaires (261,3 milliards de dollars), un chiffre supérieur d'environ 5,6 points de pourcentage aux projections du FMI établies en octobre (graphique 1.10). Si, dans d'autres régions du monde, certains pays situés à la frontière sont parvenus à faire appel aux marchés internationaux, les pays très endettés de la région MOAN semblent toujours pâtir d'un accès limité au financement international à court terme et plusieurs d'entre eux mobiliseront probablement les banques locales pour couvrir l'essentiel de leurs importants besoins de financement, avec pour effet de resserrer encore les liens entre l'État et les banques locales et de restreindre le crédit au secteur privé. Cependant, l'accord d'investissement d'un montant de 35 milliards de dollars signé par l'Abu Dhabi Development Holding Company, un fonds souverain émirati, et l'Égypte devrait atténuer les tensions financières à court terme dans le pays et réduire la dépendance de l'État vis-à-vis du système

sous réserve d'une stabilisation de la crise au Soudan⁷ et d'un redémarrage de l'activité au Yémen. Djibouti⁸ devrait conserver une croissance vigoureuse en 2024, soutenue par la vitalité des activités portuaires et de la construction après l'accord de paix conclu en Éthiopie. De même, les perspectives de croissance en Mauritanie demeurent positives, portées par l'essor continu du secteur extractif grâce à des projets de grande échelle. Cependant, tous les PFR resteront aux prises avec des difficultés majeures à moyen terme sur fond de déficits extérieurs et budgétaires chroniques.

Pays exportateurs de pétrole : l'activité hors hydrocarbures reste soutenue

Dans les pays du CCG, l'activité hors hydrocarbures devrait rester le principal moteur de la croissance au cours des prochaines années. Les réductions délibérées de la production de pétrole, en particulier celles décidées par l'Arabie saoudite, devraient constituer un frein temporaire à la croissance cette année encore. Par conséquent, les projections de croissance des membres du CCG ont été révisées à la baisse de 1,3 point de pourcentage depuis octobre et s'élèvent désormais à 2,4 % pour 2024. Cela étant, les ambitieux programmes de diversification de l'économie adoptés dans les pays du CCG devraient diminuer la dépendance de ces derniers vis-à-vis d'une production d'hydrocarbures relativement volatile et favoriser la stabilité, faisant de l'activité hors hydrocarbures le premier déterminant de la croissance à l'avenir (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Oman). Ainsi, les pays du CCG devraient voir leur croissance accélérer pour atteindre 4,9 % en 2025 (sur fond de rebond de la production d'hydrocarbures) avant de s'établir autour de 3,5 % à moyen terme (graphique 1.11).

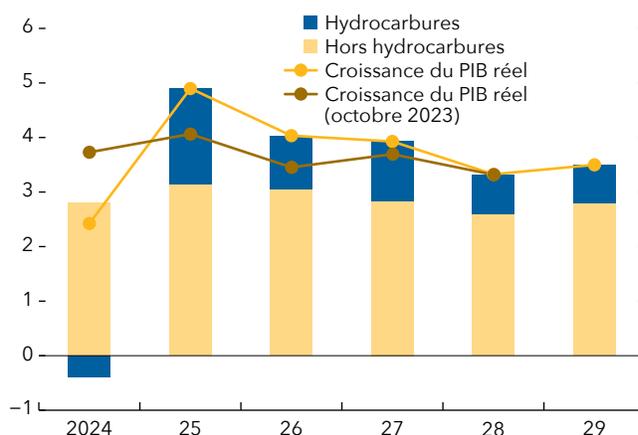
Quant aux pays exportateurs de pétrole non membres du CCG, leurs projections de croissance ont été portées à 3,3 % en 2024, soit un relèvement de 0,3 point de pourcentage depuis octobre. Cet ajustement tient essentiellement à une production de pétrole supérieure aux prévisions en République islamique d'Iran et en Libye et à une augmentation des dépenses publiques en Algérie. Relativement stable en 2024-25, la croissance dans les pays exportateurs de pétrole qui n'appartiennent pas au CCG devrait progressivement ralentir à 2,3 % à moyen terme, principalement en raison du fléchissement de la croissance hydrocarbures sous l'effet de contraintes de capacité (Libye, République islamique d'Iran).

L'inflation devrait continuer de reculer en 2024 et en 2025 dans tous les pays exportateurs de pétrole. Elle devrait, toutefois, rester élevée dans certains pays du fait de la vigueur de la demande intérieure, portée par des politiques expansionnistes dans un contexte marqué par la vitalité des recettes pétrolières (République islamique d'Iran) et la cherté des produits alimentaires (Algérie). Dans l'ensemble, l'inflation devrait refluer à 10,7 % en 2024, puis décélérer progressivement pour atteindre 7,5 % à moyen terme.

L'excédent budgétaire global devrait diminuer dans les pays du CCG qui s'appuient sur les finances publiques pour diversifier leur économie (Émirats arabes unis, Koweït, Qatar), en raison de la baisse des prix des hydrocarbures. Cela

Graphique 1.11. CCG : contributions à la croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage, sur un an ; contributions en points de pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : CCG = Conseil de coopération du golfe.

⁷ Les projections pour le Soudan reposent sur l'hypothèse d'une fin de la guerre au milieu de 2024 et de la reprise du dialogue avec la communauté internationale.

⁸ Djibouti est relativement à l'abri des perturbations en mer Rouge dans la mesure où son port principal est situé au sud du détroit de Bab el-Mandeb.

étant, certains pays exportateurs d'hydrocarbures devraient en principe poursuivre leur assainissement budgétaire, réduire leur exposition aux hydrocarbures et promouvoir la diversification de l'économie (Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, Qatar). Après 2024, le déficit budgétaire hors hydrocarbures, exprimé en pourcentage du PIB hors hydrocarbures, devrait s'améliorer dans l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région MOAN. En parallèle, le tassement de la production de pétrole et des prix des hydrocarbures devrait entraîner une dégradation durable des positions extérieures à moyen terme.

1.3. Région CAC : la résilience se confirme

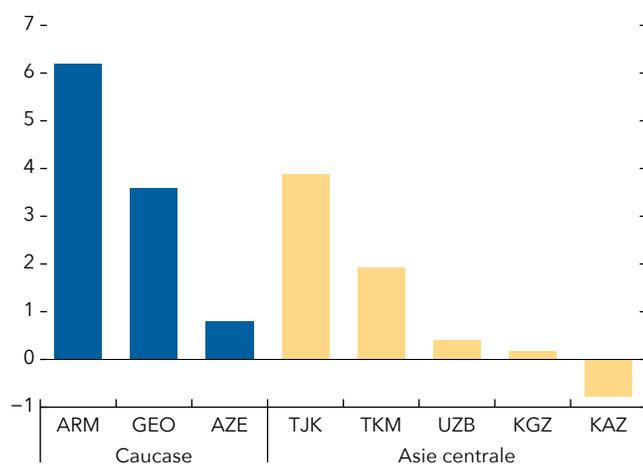
La croissance dans les pays de la région CAC devrait rester dynamique et ne décélérer que légèrement à moyen terme, à mesure que les retombées de l'évolution des flux commerciaux, financiers et touristiques liées à la guerre en Ukraine se dissipent. Les tensions sur les prix se sont atténuées dans plusieurs pays, ce qui a permis aux banques centrales d'assouplir leur politique.

Dernières évolutions : la croissance ralentit, mais demeure vigoureuse

En 2023, la croissance des pays de la région CAC s'est une fois de plus avérée supérieure aux attentes, la région confirmant sa résilience face à la guerre en Ukraine. Le taux de croissance a ainsi atteint 4,9 %, un chiffre qui dépasse même les projections établies avant le conflit (graphique 1.12). L'Arménie, la Géorgie et le Tadjikistan affichent des résultats particulièrement bons. Plusieurs pays ont continué de bénéficier d'un accroissement des arrivées de migrants (Arménie, Géorgie), des échanges commerciaux (Géorgie, République kirghize), de l'activité touristique (Arménie) et d'envois de fonds depuis la Russie (Tadjikistan). Cette situation, conjuguée à une intensification des flux financiers et à la vigueur de la demande intérieure, a favorisé l'essor du crédit, tout particulièrement le crédit aux ménages (graphique 1.13), même si son niveau de départ était bas.

Graphique 1.12. CAC : révisions de la croissance depuis le début de la guerre en Ukraine

(En points de pourcentage, moyenne 2022-23, comparaison valeurs actuelles par rapport au PER d'octobre 2021)

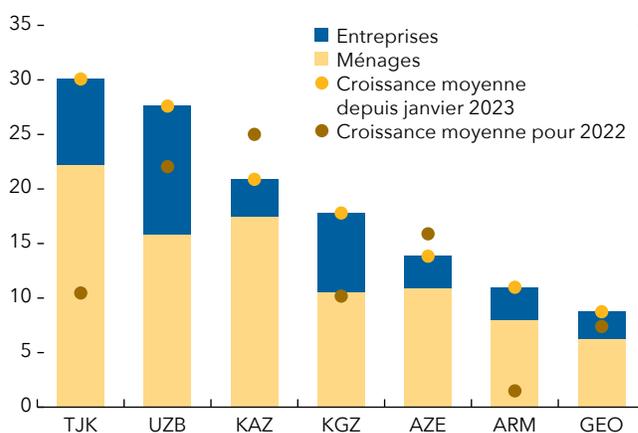


Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre la différence entre les projections des taux de croissance du PIB réel publiées dans l'édition d'octobre 2021 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* (PER) et les chiffres effectifs publiés dans l'édition d'avril 2024. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale.

Graphique 1.13. CAC : croissance du crédit et contributions du secteur privé

(Points de pourcentage, croissance mensuelle sur un an, moyennes simples)



Sources : base de données de statistiques monétaires et financières du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale.

La croissance a cependant été inégale dans la région et certains pays ont enregistré une activité moins dynamique. Ainsi, la contraction de 3 % du secteur des hydrocarbures a freiné la croissance en Azerbaïdjan alors que l'atonie de l'investissement et de la consommation a contribué à un net fléchissement de la croissance au Turkménistan.

L'inflation a continué de reculer conformément aux tendances mondiales, mais à des rythmes différents selon les pays, en raison des conditions économiques à l'échelle nationale, de cadres stratégiques et de facteurs extérieurs. Elle a chuté en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kazakhstan, en République kirghize et au Turkménistan dans un contexte de dépréciation du taux de change (Arménie, Géorgie, Kazakhstan, Turkménistan), de resserrement antérieur de la politique monétaire et de net recul des prix des produits de base (graphique 1.14). Elle reste cependant supérieure à l'objectif fixé par la banque centrale au Kazakhstan et en Ouzbékistan en raison de la vigueur de la demande intérieure et de la persistance d'anticipations d'inflation élevées (Kazakhstan, Ouzbékistan) ou de réformes des prix de l'énergie (Kazakhstan).

Le repli de l'inflation dans la majorité des pays du CAC a permis aux banques centrales de commencer leur assouplissement plus tôt que dans beaucoup de pays avancés ou de le poursuivre. En particulier, seule la banque centrale de la République kirghize a maintenu son taux directeur durant toute l'année 2023.

Malgré les entrées de fonds, les soldes budgétaires se sont dégradés dans plusieurs pays de la région CAC. En moyenne, ils se sont détériorés de -1,3 % du PIB en 2023 (après avoir enregistré un surplus de 0,5 % en 2022). Cette évolution s'explique en grande partie par un tassement des recettes pétrolières et gazières dans les pays exportateurs de pétrole et une relance budgétaire en Ouzbékistan (hausse de salaire dans le secteur public, dépenses sociales et subventions à l'énergie). Cela étant, les ratios d'endettement du secteur public sont restés globalement stables en 2023 dans la région CAC : ils étaient en moyenne inférieurs à 20 % du PIB dans les pays exportateurs de pétrole et de gaz et avoisinaient en moyenne 40 % du PIB dans les pays importateurs de ces produits, soit des niveaux nettement plus faibles que ceux observés dans les PE&PRI de la région MOAN.

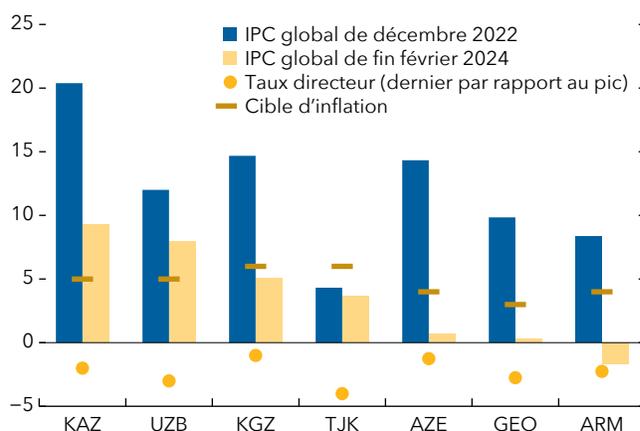
De même, le solde des transactions courantes s'est détérioré dans la plupart des pays de la région CAC (Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan) en 2023, principalement du fait de la baisse des prix du pétrole, de la vitalité de la demande intérieure et de la normalisation partielle des envois de fonds. Pourtant, les pays exportateurs de pétrole ont accru leurs réserves de change, malgré la volatilité des prix des produits de base. Dans le cas du Kazakhstan, ce résultat tient essentiellement à un effet de valorisation.

Perspectives de la région CAC : une croissance stable sur fond de normalisation des flux entrants

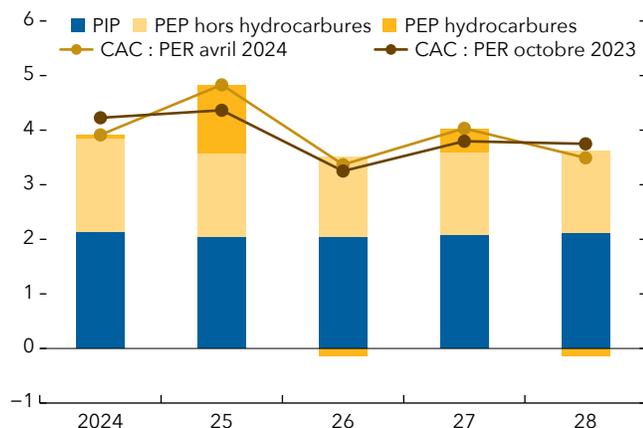
Très vigoureuse en 2023, la croissance de la région CAC devrait ralentir à 3,9 % cette année avant d'accélérer à 4,8 % en 2025 (soit une révision respectivement à la baisse de 0,3 point de pourcentage et à la hausse de 0,4 point de pourcentage depuis octobre). Ces ajustements s'expliquent principalement par les dernières évolutions au Kazakhstan, où l'accroissement de la production du champ pétrolier de Tengiz a été repoussé à 2025. En conséquence, la croissance du Kazakhstan devrait fléchir pour s'établir à 3,1 % en 2024, avant d'augmenter nettement, mais de façon temporaire, à 5,6 % en 2025. Dans le même temps, la croissance hors hydrocarbures des pays

Graphique 1.14. CAC : inflation globale et variation du taux directeur

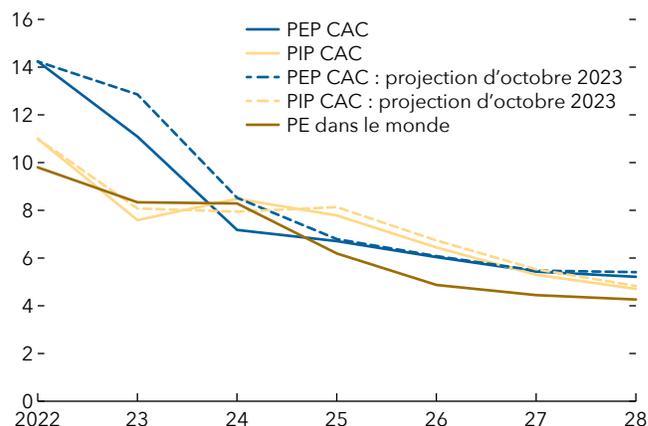
(Variation en pourcentage, sur un an)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; IPC = indice des prix à la consommation.

Graphique 1.15. CAC : croissance et contributions*(Variation en pourcentage, sur un an ; points de pourcentage pour les contributions)*

Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.
 Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PIP = pays importateurs de pétrole ; PER = *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

Graphique 1.16. CAC : inflation globale*(Variation en pourcentage, sur un an)*

Sources : autorités nationales ; estimations et projections des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; PE = pays émergents ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PIP = pays importateurs de pétrole.

exportateurs de pétrole devrait rester dynamique (à 3,6 %) en 2024. S'agissant des pays importateurs de pétrole, la croissance devrait passer de 6,5 % en 2023 à 5,4 % en 2024, reculant dans tous les pays durant cette période sauf en République kirghize.

À moyen terme, la croissance devrait se modérer à mesure que les retombées liées à la guerre en Ukraine (telles que les flux commerciaux et financiers) s'amenuisent progressivement (graphique 1.15). Cependant, la vigueur de la croissance devrait varier sensiblement selon que les pays importent ou exportent du pétrole. Ainsi, les pays importateurs de pétrole devraient conserver une croissance soutenue à moyen terme avoisinant 5 %, mais les fluctuations de l'activité du secteur des hydrocarbures au Kazakhstan devraient continuer d'influer sur la croissance globale des pays exportateurs de pétrole (graphique 1.16). En outre, les récentes évolutions de la structure des échanges résultant de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie pourraient continuer de profiter à certains pays (chapitre 3).

Dans le même temps, l'inflation devrait refluer un peu plus et atteindre 7,2 % en 2024 dans les pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région CAC, principalement en raison de l'évolution de la situation en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. En revanche, dans les pays importateurs de pétrole, l'inflation moyenne devrait se hisser à 8,5 % (contre 7,6 % en 2023, malgré un net ralentissement en République kirghize), ce qui s'explique par des effets de base découlant de la stabilisation des prix des matières premières après leur forte baisse en 2023. À moyen terme, l'inflation dans la région devrait se normaliser progressivement, comme dans les pays émergents du reste du monde (graphique 1.16).

La dette du secteur public devrait rester à un niveau soutenable. Plus précisément, la relative faiblesse de la dette et des charges d'intérêts combinée à une croissance du PIB nominal vigoureuse et stable devrait permettre à la plupart des pays de conserver un taux d'endettement globalement inchangé, voire de le réduire à moyen terme. Cela étant, l'augmentation attendue de 10 points de pourcentage du ratio de la dette du Kazakhstan au cours de la période considérée (les autorités comptant apporter de nouveaux actifs au fonds souverain) devrait faire passer le ratio global dette publique/PIB de la région d'environ 25 points de PIB en 2024 à un peu moins de 30 % en 2029⁹.

⁹ L'alourdissement de la dette publique brute du Kazakhstan serait en partie compensé par l'accumulation d'actifs dans le fonds souverain kazakh (National Fund of the Republic of Kazakhstan).

1.4. Facteurs influant sur les perspectives de la région MOAC

Les risques qui entourent les perspectives restent orientés à la baisse et l'incertitude s'est fortement accrue depuis octobre 2023, plus encore dans la région MOAN. Le conflit à Gaza et en Israël reste circonscrit sur le plan géographique, mais il demeure très difficile de prédire combien de temps il durera et s'il s'étendra. Les perturbations en mer Rouge mettent en évidence le degré élevé d'imprévisibilité des répercussions de ce conflit. D'autres risques pèsent sur ces perspectives, comme la persistance de l'inflation et des tensions financières, les effets déstabilisants de l'assainissement budgétaire et du surendettement, l'aggravation possible des conditions géoéconomiques, un brusque ralentissement de l'activité mondiale (dont un vacillement de la reprise chinoise) et de nouveaux chocs climatiques.

Plusieurs risques mondiaux pourraient avoir des répercussions sur les pays de la région MOAC. Une hausse du coût des emprunts souverains aurait un effet négatif sur les pays qui présentent des besoins de financement et une dette élevée, en particulier les PE&PRI de la région MOAN. Un brusque ralentissement de l'activité mondiale, lequel pourrait s'amorcer en Chine et en Europe, freinerait les échanges, avec de possibles conséquences préjudiciables pour les pays de la région MOAC. En outre, un tel ralentissement ferait baisser la demande d'énergie, ce qui assombrirait les perspectives des pays exportateurs de pétrole. Enfin, la vulnérabilité de la région MOAC face aux phénomènes liés au climat expose les pays à des chocs récurrents. À l'inverse, une croissance mondiale supérieure aux prévisions favoriserait les échanges dans la région tandis qu'une inflexion plus rapide qu'attendu de la trajectoire des taux d'intérêt dans les grands pays avancés desserrerait les pressions budgétaires et permettrait une meilleure dynamique de la dette.

Des risques propres à la région MOAC pourraient également se concrétiser.

- Le conflit à Gaza et en Israël est un facteur important susceptible de détériorer les perspectives dans la région MOAN, notamment en cas d'escalade ou d'enlisement du conflit et de nouvelles perturbations du commerce et du transport maritime. Si le conflit devait s'étendre, les pays voisins pourraient pâtir d'un recul du tourisme, d'une désorganisation durable des échanges et d'un afflux de réfugiés. En outre, si les perturbations en mer Rouge devaient persister, la baisse du volume des échanges et la hausse des prix du transport maritime s'accroîtraient, ce qui aurait une incidence particulièrement forte en Égypte, où les recettes provenant du canal de Suez continueraient de chuter.
- S'agissant des pays du CAC, les principaux risques à la baisse sont de nature géopolitique et géoéconomique. Un ralentissement de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux de la région pourrait faire diminuer les envois de fonds et les échanges. En outre, la situation géoéconomique liée à la guerre que mène la Russie en Ukraine pourrait s'aggraver, ce qui pourrait avoir différentes retombées dans la région, notamment du fait de la reconfiguration des échanges qui en résulterait.
- Dans l'ensemble de la région, les pays qui font appel à la banque centrale pour financer leur déficit budgétaire (Iraq et Tunisie) pourraient enregistrer un regain d'inflation.
- Dans tous les pays, des progrès insuffisants dans la mise en œuvre de réformes structurelles (par exemple celles concernant les entreprises publiques, la gouvernance, la privatisation, les subventions à l'énergie et les restrictions commerciales) visant à surmonter les déficiences structurelles qui existent depuis longtemps (comme un chômage élevé, une faible croissance de la productivité, la place importante de l'État dans l'économie, une forte dépendance vis-à-vis des produits de base) pourraient compromettre les perspectives de croissance à moyen terme.

1.5. Concilier différentes priorités en période d'incertitude

Dans un contexte marqué par de multiples défis et une incertitude accrue, en particulier dans la région MOAN et au Pakistan, le dosage adéquat des politiques dépendra des conditions propres à chaque pays. Dans les pays touchés par un conflit, il sera essentiel d'adopter une gestion de crise prudente et des mesures préventives pour compenser les conséquences du conflit. Dans les pays du CAC, l'action publique devra mobiliser les récents gains budgétaires exceptionnels liés aux flux commerciaux et financiers pour stimuler la croissance à moyen et à long terme.

Politiques monétaire et budgétaire : maintenir l'accent sur la stabilité des prix

La stabilité des prix devrait rester au centre de la politique monétaire dans tous les pays de la région MOAC. Alors que l'inflation reflue et que les risques s'accroissent, les décideurs doivent faire clairement connaître leurs objectifs afin de favoriser la stabilité. De ce fait, les pays devraient continuer à la fois de renforcer leur cadre de politique monétaire et la transparence de leurs opérations monétaires et de garantir l'indépendance de la banque centrale, laquelle est un facteur déterminant de l'efficacité de la politique monétaire (édition d'avril 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

- Lorsque les tensions inflationnistes persistent, les autorités monétaires devraient conserver une orientation restrictive et suivre une approche fondée sur les données (Égypte, Kazakhstan, Ouzbékistan, Pakistan, Tunisie) tout en surveillant étroitement les risques d'inflexion de la trajectoire d'inflation.
- Lorsque l'inflation se situe au niveau de sa cible ou en deçà, comme dans certains pays de la région CAC, il conviendrait d'envisager un assouplissement progressif de la politique monétaire. Si l'inflation reflue plus vite que prévu, les pays devraient suivre attentivement les éventuelles évolutions et se tenir prêts à desserrer leur politique plus tôt si les conditions le permettent.

Dans les pays qui présentent une coordination insuffisante entre les politiques monétaire et budgétaire ou une dominance budgétaire, les décideurs devront remédier aux déséquilibres budgétaires afin que la politique monétaire puisse devenir un instrument efficace pour stabiliser l'inflation et, plus généralement, que la banque centrale conserve son indépendance et préserve son bilan. Des réformes complémentaires visant à approfondir le secteur financier pourraient améliorer les conditions de liquidité et contribueraient à stimuler l'investissement et la croissance. Dans ces conditions, tous les pays de la région MOAC peuvent intensifier leurs efforts en vue de favoriser l'essor et la diversification de la base d'investisseurs et améliorer la gestion des banques publiques (édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). De plus, à court terme, la croissance vigoureuse du crédit dans de nombreux pays de la région CAC mérite un suivi rigoureux, même si les indicateurs de solidité financière du secteur bancaire demeurent confortables, notamment parce que beaucoup de pays n'ont pas activé leurs marges de manœuvre macroprudentielles.

Politique budgétaire : une approche sur mesure pour assurer la viabilité

Dans la région MOAC, la latitude dont disposent les autorités budgétaires varie fortement d'un pays à l'autre, c'est pourquoi la politique budgétaire doit y être définie en fonction des besoins à l'échelle nationale. Tous les pays gagneraient à améliorer leur gestion des risques budgétaires, notamment en mettant en place ou en renforçant leur cadre budgétaire à moyen terme afin d'accroître la transparence et la crédibilité. Dans le même temps, il demeure essentiel de préserver les dispositifs de protection sociale et les dépenses sociales et de s'assurer qu'ils sont correctement ciblés de façon à bénéficier aux pauvres et aux plus vulnérables.

- Les PE&PRI de la région MOAN devront consolider leurs positions budgétaires pour parvenir à réduire fortement la dette. Compte tenu du niveau élevé des ratios d'endettement et des besoins de financement, les pays devraient continuer à renforcer leurs finances publiques, en particulier en contenant les dépenses courantes consacrées aux salaires et aux subventions et en mobilisant des recettes supplémentaires ainsi qu'en rationalisant les exonérations fiscales.
- Les pays de la région CAC devraient conserver une orientation budgétaire prudente afin de préserver leurs marges de manœuvre et d'atténuer les vulnérabilités. Des réformes structurelles budgétaires (comme l'amélioration de la transparence du budget et l'adoption ou le renforcement d'un cadre budgétaire à moyen terme reposant sur des règles) peuvent y contribuer et faciliter l'accès des pays au financement extérieur.
- Dans le même temps, compte tenu de la baisse des prix et de la production de pétrole, les pays exportateurs de produits de base devraient conserver leurs marges de manœuvre budgétaires pour favoriser la résilience tout en assurant l'équité intergénérationnelle et la viabilité des finances publiques. L'investissement public devrait être axé sur le développement des secteurs hors hydrocarbures et la diversification des recettes et avoir pour but de répondre aux enjeux liés au climat. Dans ce contexte, les décideurs devraient sérieusement envisager la possibilité d'éliminer les éventuelles subventions à l'énergie.

- Le renforcement des cadres budgétaires à moyen terme étaiera les efforts de tous les pays qui cherchent à démontrer leur capacité à respecter une discipline budgétaire rigoureuse. Les autorités devraient réfléchir aux moyens d'atténuer les risques budgétaires posés par les entreprises publiques. Pour les pays qui présentent un niveau d'endettement élevé, il faudra appliquer des politiques de gestion active de la dette et de gestion préventive des actifs et des passifs afin de réduire les charges d'intérêts qui sont de plus en plus lourdes. Une meilleure mobilisation des recettes intérieures permettrait d'améliorer un peu plus les soldes budgétaires.

Politiques structurelles : maintenir la dynamique pour renforcer la résilience

Les réformes structurelles sont essentielles pour rehausser les perspectives de croissance à long terme et peuvent également favoriser l'activité économique à court terme, surtout lorsque les politiques macroéconomiques doivent rester restrictives.

- Améliorer la gouvernance, notamment celle de la banque centrale en préservant son indépendance, pourrait être particulièrement bénéfique dans de nombreux pays de la région MOAC et s'avérer déterminant dans la constitution d'un environnement économique propice à l'investissement privé. Renforcer l'efficacité des pouvoirs publics et l'état de droit peut être très efficace (édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). De plus, des institutions solides ne permettent pas seulement d'accroître la confiance des investisseurs, mais aussi de gagner en résilience face aux répercussions des conflits (chapitre 2). Par conséquent, il sera impératif de mettre en œuvre des réformes structurelles visant à améliorer la qualité des institutions.
- Dans un contexte d'incertitude géoéconomique, les pays de la région MOAC doivent intensifier les réformes pour réduire les obstacles aux échanges qui existent depuis longtemps et qui s'accroissent, diversifier les produits et les marchés et saisir les opportunités offertes par les nouveaux corridors commerciaux. Moderniser les infrastructures et l'environnement réglementaire ainsi qu'accroître la participation aux chaînes de valeur mondiales favoriseraient la réalisation de ces objectifs (chapitre 3).
- Pour entretenir cette dynamique et tirer parti des retombées liées à la guerre en Ukraine, les pays de la région CAC peuvent accélérer la mise en œuvre de leur programme de réformes structurelles de façon à stimuler la croissance tant à moyen terme qu'à long terme.
- Dans les PFR et les États fragiles de la région MOAN, la priorité reste l'amélioration de la sécurité alimentaire, alors que sécheresses et autres chocs liés à des phénomènes climatiques s'enchaînent. Il sera déterminant de lutter contre les effets du changement climatique. De plus, le soutien de la communauté internationale est essentiel pour répondre aux besoins sociaux les plus urgents et atténuer les crises humanitaires en cours. La fin des conflits actuels reste une condition préalable indispensable à l'amélioration des niveaux de vie et de la croissance.

Le FMI élargit son soutien

L'engagement du FMI aux côtés des pays de la région est indéfectible. Le FMI se tient prêt à apporter des conseils de politique économique, une assistance technique et des financements aux pays de la région MOAC afin d'amortir les chocs et de faciliter les ajustements nécessaires. Il a ainsi fourni plus de 40 milliards de dollars de financements aux pays de la région depuis le début de 2020, dont plus de 16 milliards de dollars à sept pays depuis le début de 2023. Ces fonds ont été octroyés dans le cadre de différents accords conclus notamment au titre du mécanisme élargi de crédit avec la Jordanie ; de la facilité pour la résilience et la durabilité avec la Mauritanie (pour répondre aux enjeux liés au climat) ; de la facilité élargie de crédit avec la Somalie, après qu'elle a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés ; et à l'issue de l'approbation par le conseil d'administration de la première et de la deuxième revue du programme appuyé par le mécanisme élargi de crédit pour l'Égypte, qui porte le soutien du FMI de 3 milliards de dollars à 8 milliards de dollars. Le FMI a également continué d'aider ses membres par la mise en œuvre de quelque 350 projets d'assistance technique et de développement des capacités dans 30 pays. En outre, le FMI reste présent sur le terrain grâce à ses bureaux de représentants résidents ; au Centre d'assistance technique au Moyen-Orient ; au Centre régional de développement des capacités pour l'Asie centrale, le Caucase et la Mongolie ; et à son nouveau bureau régional à Riyad en Arabie saoudite – lesquels renforcent les relations et le partenariat du Fonds avec les pays membres de la région MOAC.

Bibliographie

- UN Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2024. "Red Sea, Black Sea and Panama Canal: UNCTAD Raises Alarm on Global Trade Disruptions." January 26. <https://unctad.org/news/red-sea-black-sea-and-panama-canal-unctad-raises-alarm-global-trade-disruptions>.
- UN High Commissioner for Refugees (UNHCR). 2024. "Sudan Situation: UNHCR External Update #52 - 13 March 2024." March 15. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/107294>.
- UN Office for the Coordinated Humanitarian Affairs (UNOCHA). 2024. "Hostilities in the Gaza Strip and Israel Flash Update #136." March 11. [https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-136#:~:text=Since%207%20October%202023%2C%20OCHA,to%20property%20\(71%20incidents\)](https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-136#:~:text=Since%207%20October%202023%2C%20OCHA,to%20property%20(71%20incidents)).

2. Fondations fragiles : les séquelles économiques durables des conflits¹

Le conflit à Gaza et en Israël est un nouveau rappel des défis récurrents liés aux conflits du Moyen-Orient et d'Asie centrale (MOAC). Les conflits sont responsables d'immenses souffrances humaines dans toute cette région : ils ont provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes au cours de la dernière décennie et un plus grand nombre encore se trouvent en situation de fragilité et d'insécurité alimentaire. Ce chapitre analyse les effets économiques des conflits et leurs canaux de transmission les plus évidents, en comparant les pays de la région MOAC à ceux d'autres régions entre 1989 et 2022. Il en ressort pour l'essentiel que les conflits ont des conséquences très néfastes sur les résultats économiques à brève et longue échéance, et entraînent aussi une hausse de l'inflation et un recul de la consommation, de l'investissement, des exportations et des recettes budgétaires. De plus, ces effets peuvent se pérenniser en nuisant aux institutions et en contribuant à la fragilité des pays touchés par un conflit. Les incidences économiques négatives des conflits tendent à être plus prononcées et durables dans la région MOAC que dans le reste du monde. Typiquement, quand un conflit grave survient dans un pays MOAC, la production par habitant est encore en baisse d'environ 10 % au bout d'une décennie. Ailleurs, le recul est inférieur à 3 % en moyenne et la baisse est rattrapée en cinq ans. Ceci s'explique sans doute par un ensemble de facteurs, dont l'intensité en moyenne plus élevée des conflits dans la région, l'effet marginal des conflits qui croît avec leur intensité, et l'existence de conditions initiales favorisant le phénomène, comme la qualité moyenne plus faible des institutions. Les conflits tendent aussi à avoir des conséquences négatives plus importantes sur les pays frontaliers, avec une chute immédiate de la production par habitant d'approximativement 1,5 % et une nouvelle chute d'environ 6 % une décennie plus tard (même si cette dernière estimation est plus incertaine)². De surcroît, quand les conflits dans les pays voisins n'entrent pas dans la catégorie « étatique », les effets négatifs sur la production par habitant sont plus importants, à 10 % sept ans après le déclenchement du conflit.

2.1. Des conflits fréquents et intenses, affichant un bilan humain catastrophique

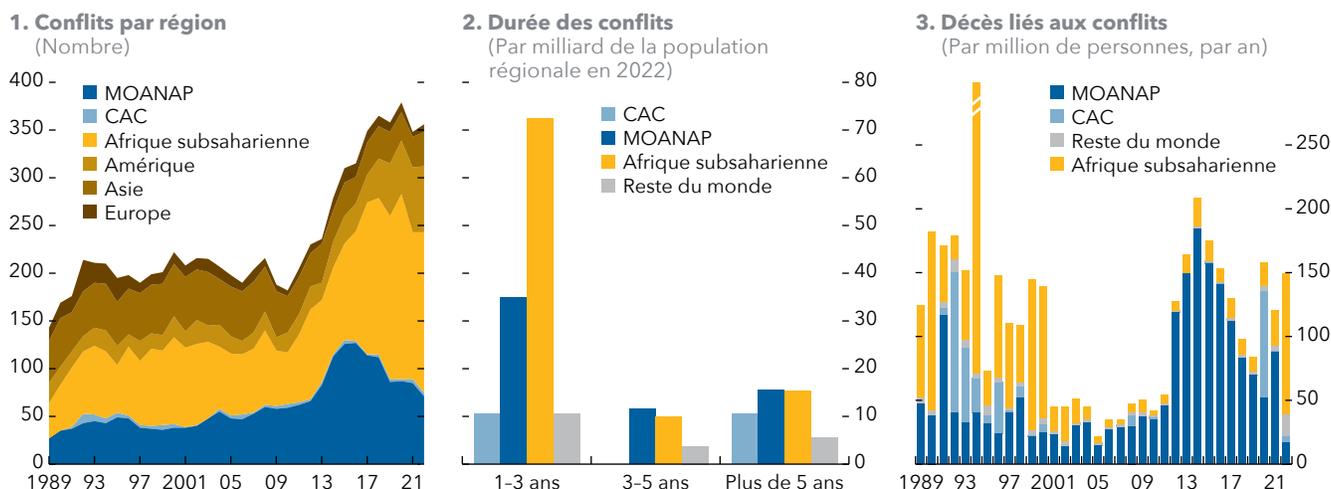
Depuis le début des années 90, les pays de la région MOAC ont été la proie de conflits violents (« conflits », ci-après) plus souvent que leurs homologues d'autres régions, exception faite de l'Afrique subsaharienne. Définis comme des épisodes de violence organisée et meurtrière entre des États ou des acteurs non étatiques ou contre des civils, les conflits ont fortement augmenté pendant la dernière décennie, mettant en lumière la prévalence relativement élevée des conflits dans la région (graphique 2.1, page 1)³. Au sein de la région MOAC, les conflits ont été particulièrement nombreux dans la zone englobant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP). Non seulement les États fragiles sont aujourd'hui plus nombreux, mais le nombre de conflits dans la région MOANAP a presque doublé au milieu de la décennie 2010 ; seule l'Afrique subsaharienne a connu une progression plus forte. En outre, les conflits dans la région MOANAP tendent à durer plus longtemps que ceux d'autres régions (graphique 2.1, page 2).

¹ Le chapitre a été préparé par Diala Al Masri, Vizhdan Boranova, Steven Dang, Colombe Ladreit, Troy Matheson (auteur principal), Borislava Mircheva (autrice principale), Thomas Piontek et Bozena Radzewicz-Bak.

² Nous utilisons ici les termes « incidences » et « effets » pour plus de lisibilité. Néanmoins, les effets estimés relèvent d'une association et pas forcément d'une causalité.

³ Dans ce chapitre, la définition des conflits est celle de la base de données d'événements géoréférencés du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (Uppsala Conflict Data Program, UCDP), qui couvre la période 1989-2022 et constitue notre principale source de données. Dans ce cadre, les conflits sont définis comme des épisodes de violence organisée et létale opposant des acteurs (étatiques ou non étatiques) identifiables ou visant des civils. Les données excluent la violence criminelle (homicides, violence des gangs, etc.), car il est difficile de l'attribuer à des groupes identifiables et organisés spécifiques. Voir Uppsala Conflict Data Program (2022). Les décès liés à un conflit sont regroupés par année et exprimés par million de résidents pour produire une mesure d'intensité annuelle. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails. Le conflit à Gaza et en Israël ayant débuté en octobre 2023, il n'est pas couvert ici.

Graphique 2.1. Conflits, 1989-2022



Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit est défini comme des épisodes de violence organisée et meurtrière entre des États ou des acteurs non étatiques ou contre des civils, entraînant au moins 25 morts imputables aux combats au cours d'une année civile. La plage 2 rend compte de 273 conflits d'une durée d'un an ou plus, survenus entre 1989 et 2022 dans plus de 67 pays. L'ordonnée indique, en nombre de conflits par milliard de la population régionale, l'incidence des conflits en 2022 dans l'échantillon de pays. L'échantillon total porte sur 1 421 conflits survenus dans 125 pays. Dans la plage 3, le conflit au Rwanda en 1994 entraîne une augmentation significative des données dans la région Afrique subsaharienne (à plus de 1 000), tout comme le conflit en Éthiopie en 2022. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Au cours de la dernière décennie, la nature des conflits au Moyen-Orient et en Asie centrale a changé. Les guerres civiles et les conflits interétatiques (étatiques) sont devenus plus fréquents⁴. Dans la région MOANAP, les conflits à grande échelle, sans implication de l'État (affrontements entre deux groupes armés non gouvernementaux) ont été les plus nombreux pendant les années 2010 ; ils représentaient près des deux tiers des conflits en 2014-15. Toutefois, la proportion de conflits étatiques a depuis augmenté à près de la moitié de tous les conflits, avec à la clé une hausse significative des décès. De surcroît, des acteurs infranationaux sont apparus en de nombreux endroits, établissant des gouvernements et des entités économiques parallèles. Par comparaison, les pays du Caucase et d'Asie centrale (CAC) ont été le théâtre de conflits surtout étatiques pendant la période considérée (1989-2022). Globalement, les expériences ont été très diverses selon les pays. Certains des pays touchés (Afghanistan, Iraq, Somalie, Soudan, Syrie) ont connu un conflit sous une forme ou une autre pendant la majeure partie de la période, tandis que les autres pays de la région MOAC ont eu des expériences plus contrastées en termes de fréquence et de durée des conflits, qui, pour la plupart, ont duré moins de trois ans.

Sur le plan humain, le coût de tous ces conflits a été catastrophique : durant les années 2010, l'intensité des conflits dans les pays MOANAP a atteint des niveaux historiques pour la région, avec près de 100 décès par million d'habitants dans les années qui ont suivi 2010, et un record en 2014, après le début des Printemps arabes (graphique 2.1, page 3). En outre, à fin 2022, les conflits qui sévissaient dans quelques-uns des pays de la région MOAC étaient à l'origine de plus de 40 % des déplacements forcés de population dans le monde (environ 47 millions de personnes), ce qui s'est traduit par une fuite importante des cerveaux. Les conséquences de ces déplacements ne se limitent pas à la dégradation des conditions de vie des personnes concernées. Massifs et inopinés, ils ont créé de fortes tensions économiques et sociales dans les pays voisins et les pays d'accueil des déplacés, ce qui n'a pas été sans conséquence sur la prestation des services publics, l'emploi et le niveau des salaires (Rother *et al.*, 2016). Par exemple, 70 % des réfugiés étaient considérés comme pauvres, un chiffre qui passe à 90 % si l'on applique la définition de la pauvreté propre à chaque pays, grevant les ressources publiques⁵. En outre, comme les réfugiés voient leur accès

⁴ Dans le programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala, les conflits sont classés en fonction des acteurs impliqués. Nous distinguons deux types de conflits : les conflits étatiques (avec violence létale entre deux groupes organisés, où l'une des parties au moins est un État) et non étatiques (entre deux groupes organisés dont aucun n'est un État).

⁵ Ces statistiques sont tirées d'une étude sur les réfugiés syriens résidant en Jordanie et au Liban qui étaient enregistrés en 2014 (Verme *et al.*, 2016).

au marché du travail formel limité par des obstacles légaux et administratifs, ils sont nombreux à devoir occuper des emplois mal rémunérés, peu qualifiés et informels.

Au-delà du bilan humain catastrophique, les conflits ont eu aussi des répercussions sociétales à long terme dans les pays de la région concernés. Des conflits intenses et prolongés ont perturbé l'accumulation de capital humain et mis à mal la cohésion sociale dans bien des pays. De nombreux pays en conflit ont vu chuter les taux de scolarisation en primaire, baisser l'espérance de vie et augmenter les taux de sous-alimentation (encadré 2.1). Ces conséquences négatives sont aggravées par la désorganisation des services essentiels et des approvisionnements alimentaires ainsi que par les difficultés économiques, qui frappent tous de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. L'ampleur de ces effets varie largement au sein de la région, certains pays voyant leurs indicateurs de l'éducation et de la santé baisser de manière significative, en particulier lors de conflits de haute intensité et prolongés qui s'accompagnent de déplacements de population à grande échelle (ce qui peut entraîner une chute spectaculaire de la scolarisation dans le primaire, pouvant même atteindre 30 points de pourcentage⁶, et un recul sévère de l'espérance de vie, de 10 points dans la deuxième année d'un conflit de haute intensité) ; il est clair que les conflits ont des conséquences complexes et durables sur le renforcement du capital humain et la cohésion sociale.

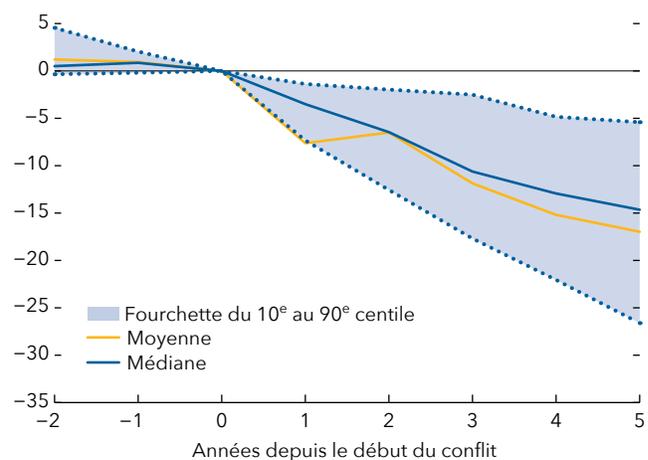
Ils peuvent en outre causer des dommages substantiels au niveau des infrastructures, rendant la reconstruction à la fois indispensable et coûteuse. Lors d'un conflit, il est fréquent que des actifs physiques et des infrastructures (logements, commerces, routes, ponts, écoles, hôpitaux, etc.) soient dégradés ou détruits. Il n'est pas rare non plus que des infrastructures nécessaires à des services aussi essentiels que l'eau, l'électricité et l'assainissement soient très endommagées. Rother *et al.* (2016) indiquent, par exemple, que le coût estimé du capital physique détruit en Syrie par la guerre civile est supérieur à 130 milliards de dollars (soit environ 230 % du PIB d'avant la guerre). Rother *et al.* (2016) citent également des reportages dans les médias qui évoquent la perte d'infrastructures due aux combats menés au Yémen début 2015, une perte chiffrée à plus de 20 milliards de dollars (soit 50 % du PIB d'avant-guerre).

2.2. Persistance d'une croissance déprimée après les conflits

En moyenne, les pays de région MOAC affichaient un PIB réel sensiblement moins élevé que prévu avant le déclenchement d'un conflit grave et prolongé. Bien que les prévisions de croissance soient par définition incertaines, les données observées laissent entrevoir des pertes économiques considérables. Dans la première année d'un conflit aigu et prolongé, le PIB réel effectif par habitant était inférieur de près de 5 % (valeur médiane) aux prévisions initiales, établies avant le conflit (graphique 2.2). Comme les taux de croissance avaient tendance à rester stables ou négatifs pendant une période prolongée après le début d'un épisode de conflit intense et prolongé, l'écart médian entre le PIB réel effectif par habitant et les prévisions d'avant le conflit s'est creusé, pour atteindre pratiquement 15 % au bout de cinq ans.

Graphique 2.2. Région MOAC : répercussions des épisodes de conflit graves et prolongés sur le PIB réel par habitant

(Différence en pourcentage entre les chiffres réels et les projections réalisées avant un conflit)

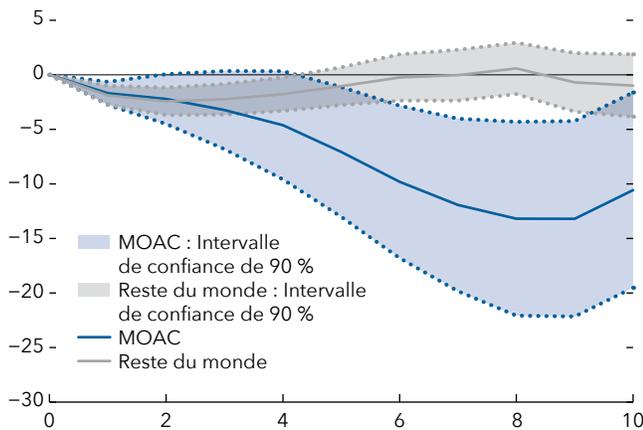


Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit aigu et prolongé est défini comme un épisode de violence précédé de deux ou trois années de paix relative (zéro ou moins de 25 décès au total), des épisodes ayant causé plus de 25 décès par an (aigus) par pays après le début du conflit, et trois années consécutives ou plus (prolongés) de conflit actif. Dans le cadre des prévisions des *Perspectives de l'économie mondiale* avant un conflit, c'est l'édition d'automne précédant l'année du début des épisodes de conflit identifiés qui a été utilisée. MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

⁶ Par exemple, pendant l'invasion du Koweït, de 1990 à 1991, et lors de la guerre civile en Syrie, entre 2011 et 2013.

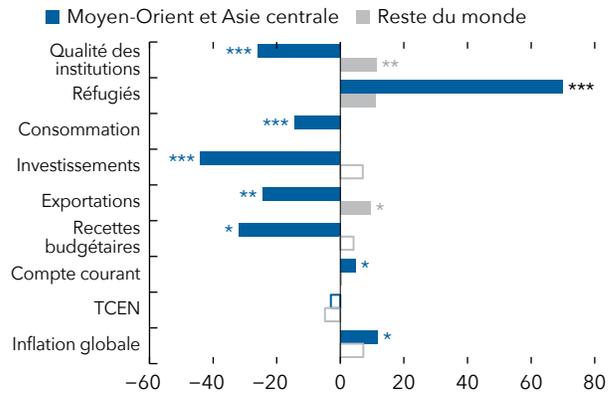
Graphique 2.3. Répercussions des conflits sur le PIB réel par habitant
(En pourcentage)



Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le choc se produit au cours de la première année et aboutit à une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale. MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

Graphique 2.4. Perturbations économiques : variables additionnelles
(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Guide international des risques pays ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Agence des Nations Unies pour les réfugiés, rapport sur les tendances mondiales 2022 ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les conséquences du choc sept ans après qu'il soit survenu. On peut voir une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale. ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. Les résultats des projections locales sont disponibles dans l'annexe 2.2 en ligne. Tous les résultats sont des différences en pourcentage, à l'exception du solde du compte courant exprimé en pourcentage du PIB, pour lequel il s'agit d'une différence en points de pourcentage. TCEN = taux de change effectif nominal.

Les éléments empiriques semblent indiquer que les conséquences économiques des conflits dans la région MOAC tendent à être plus graves et pérennes qu'ailleurs. Conformément à l'analyse des erreurs de prévision, les réactions dynamiques (estimées à l'aide de méthodes de projections locales) montrent les effets négatifs des conflits sur la production, effets qui durent dans le temps et s'accumulent. En particulier, le démarrage d'un conflit de haute intensité est associé à une contraction d'environ 2 % du PIB réel par habitant la première année et la chute maximale dépasse -13 % neuf ans après le choc (graphique 2.3)⁷. Qu'il s'agisse de conflits étatiques ou non étatiques, on observe aucune différence pour les pertes de production par habitant, comme cela a déjà été constaté⁸. Les incidences économiques des conflits dans la région MOANAP sont aussi statistiquement similaires à ce qui est observé au Caucase et en Asie centrale, si ce n'est qu'elles persistent légèrement moins longtemps dans ce deuxième groupe (voir le graphique 2.5.5 de l'annexe en ligne). En revanche, si l'incidence sur la production par habitant pour l'économie moyenne dans le reste du monde avoisine -2,5 % les premières années (comme pour l'économie moyenne de la région MOAC, selon les estimations), cet effet se dissipe au bout de cinq ans⁹.

Les conséquences des conflits plus notables dans la région MOAC qu'ailleurs reflètent notamment des différences concernant les multiples canaux de transmission et facteurs à l'œuvre. Le graphique 2.4 représente la réaction dynamique estimée par canal économique ou par facteur sept ans après le début d'un conflit de haute intensité. En moyenne, on observe des signes de désorganisation persistante provoquée par le conflit et transmise via la plupart des canaux

⁷ On parle de « conflit de haute intensité » quand l'intensité (nombre annuel de décès liés au conflit par million) se situe dans le 75^e centile de la distribution de l'intensité des conflits dans l'échantillon utilisé pour l'estimation.

⁸ Voir l'édition d'avril 2019 des *Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne* et Fang *et al.* (2020). Les conflits non étatiques incluent les guerres civiles. Pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 2.3.

⁹ Les réactions dynamiques sont robustes à diverses vérifications dont 1) l'ajout d'une mesure contemporaine du choc (conflit) pour chaque horizon, comme le proposent Teulings et Zubanov (2013), ce qui neutralise l'effet des futurs chocs et les effets d'anticipation créés par le déclenchement d'un conflit ; et 2) l'exclusion des pays ayant été en proie à des conflits sur de longues périodes de temps (Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Iraq, Libye, Somalie, Syrie, Soudan, Yémen). Pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 2.5.

pour les pays de la région MOAC, alors qu'il n'y en a généralement pas pour le reste du monde. De plus, cinq grandes conclusions se dessinent (graphique 2.4) :

- *Les conflits vont de pair avec une inflation plus élevée et une demande intérieure plus faible.* La baisse de la production par habitant s'accompagne d'une hausse de l'inflation et de chutes de la consommation, de l'investissement, des exportations et des recettes budgétaires dans la région MOAC¹⁰. Cette situation est sans doute imputable aux bouleversements des activités économiques du pays, au climat d'incertitude accrue et à la perte de capacité opérationnelle de l'État.

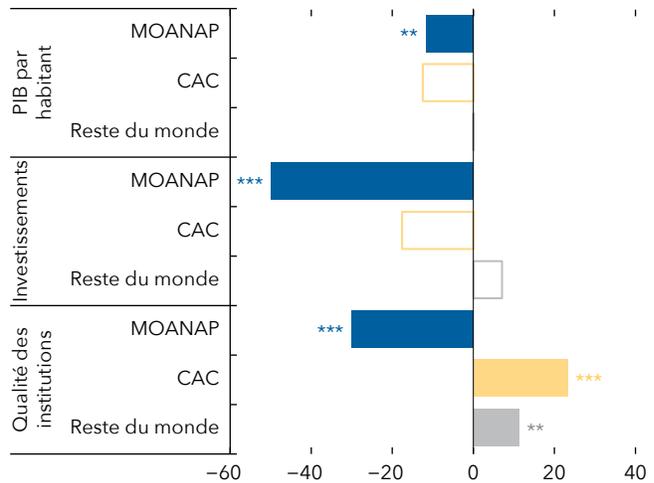
- *Le coût économique substantiel et persistant des conflits dans la région MOAC est associé à des réductions non négligeables de l'investissement et une détérioration de la qualité des institutions¹¹.* Plus précisément, ces variables reculent en moyenne considérablement plus dans les pays de la région MOAC qu'au niveau mondial, avec une baisse de l'investissement et de la qualité des institutions de 44 % et 26 %, respectivement, sept ans après le choc. Cela concerne surtout la région MOANAP, davantage que la région CAC, signe que les conséquences des conflits sont plus graves dans la première (graphique 2.5). De telles baisses signalent généralement des perspectives économiques à moyen terme moins favorables, par exemple en raison de la formation de capital qui n'a pas lieu.

- *Les conflits tendent à coïncider avec une amélioration de la balance des paiements courants, qui ne résulte pas d'une contraction des importations, mais d'une augmentation du compte du revenu secondaire (reflétant la progression des envois de fonds en période de conflit), ainsi que de l'aide étrangère¹².* Ils sont également associés à des sorties de capitaux, peut-être symptomatiques d'un climat d'incertitude et d'inquiétude accrues chez les investisseurs étrangers¹³.

- *Dans la région MOAC, les conflits ne paraissent pas influencer le taux de change effectif nominal, ce qui semble lié aux régimes de change fixes.* Une dépréciation du taux n'est constatée que si l'on analyse uniquement les pays MOAC avec un taux de change flexible¹⁴.

Graphique 2.5. Perturbations économiques : variables additionnelles

(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Guide international des risques pays ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les conséquences du choc sept ans après qu'il soit survenu. On peut voir une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale. ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. Les résultats des projections locales sont disponibles dans l'annexe 2.4 en ligne. Tous les résultats sont des différences en pourcentage, à l'exception du solde du compte courant exprimé en pourcentage du PIB, pour lequel il s'agit d'une différence en points de pourcentage. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

¹⁰ Ceci est conforme aux conclusions de publications précédentes (édition d'avril 2019 des *Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne* ; Fang *et al.*, 2020 ; Novta et Pugacheva, 2021). En parallèle à la chute des recettes publiques, l'incidence sur les recettes budgétaires est négative et associée à des baisses des dépenses sociales.

¹¹ Comme variable de substitution de la qualité des institutions, on utilise un indicateur de la lutte anticorruption (Guide international des risques-pays). Des résultats qualitativement similaires sont obtenus avec d'autres variables (dont les indicateurs de la gouvernance dans le monde), par exemple avec des mesures de l'ordre public, de la stabilité politique, de la voix citoyenne et de la responsabilité, de l'efficacité des pouvoirs publics, de la qualité de la réglementation et de la primauté du droit ; pour plus de détails, voir les graphiques 2.2.11-2.2.16 de l'annexe en ligne.

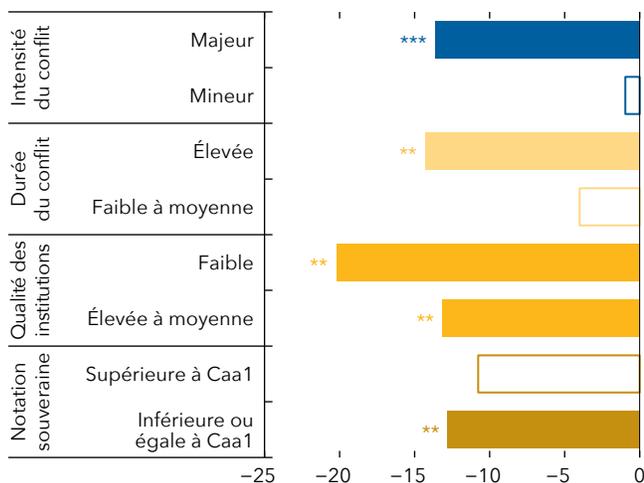
¹² Bien que les importations diminuent après le déclenchement d'un conflit, elles diminuent moins que les exportations. Par manque de place, nous ne montrons pas ici les effets sur les importations.

¹³ Voir aussi le graphique 2.2.17 de l'annexe en ligne, montrant une progression du solde du revenu secondaire dans les pays MOAC après le début d'un conflit, qui cadre avec l'augmentation des envois de fonds et des flux d'aide.

¹⁴ Voir le graphique 2.2.10 de l'annexe en ligne. La classification des régimes de change suit Ilzetzki, Reinhart et Rogoff (2019) et considère un régime de change comme flexible lorsqu'un score de 3 ou plus est attribué selon la méthodologie sommaire.

Graphique 2.6. Différences de répercussions sur le PIB réel par habitant selon les caractéristiques des conflits et les conditions économiques préexistantes

(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Guide international des risques pays ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les conséquences du choc sept ans après qu'il soit survenu. On peut voir une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale, sauf pour l'intensité du conflit qui utilise une variable catégorielle (voir l'annexe 2.5 en ligne). ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. Les résultats des projections locales sont disponibles dans l'annexe 2.5 en ligne. Nous utilisons les notations souveraines de Moody's et choisissons le seuil de Caa1 pour garantir une taille d'échantillon suffisamment grande.

de même pour les conflits plus longs¹⁶. Il apparaît de surcroît que les caractéristiques préalables d'un pays ont une influence sur la réaction de son économie au conflit¹⁷.

- Dans les pays de la région MOAC où la qualité des institutions avant le conflit est plus médiocre, les pertes de production tendent à être plus importantes que dans d'autres pays, rendant encore plus probable le scénario du cercle vicieux¹⁸. De plus, les conflits étatiques et non étatiques ne sont pas associés aux mêmes effets sur la qualité des institutions. Précisément, les conflits non étatiques tendent à se traduire par de plus fortes chutes de la qualité institutionnelle que les conflits étatiques (voir l'annexe 2.3 en ligne).
- Les pays de la région MOAC dont la dette est moins bien notée tendent à enregistrer des baisses de production plus marquées¹⁹, susceptibles d'aboutir à des effets plus durables en raison d'un accès plus limité aux solutions

- Les conflits entraînent souvent de fortes augmentations des flux de réfugiés. Le graphique 2.4 montre que sept ans après le début d'un conflit de haute intensité, le nombre de réfugiés en provenance du pays en conflit augmente d'environ 70 %. Conjuguées aux éléments décrits dans l'encadré 2.1, les chutes implicites de capital humain et les pertes potentielles de travailleurs en âge actif contribuent sans doute à prolonger les effets économiques négatifs, ralentissent le rythme de la convergence des revenus et aggravent la pauvreté et les inégalités. En conséquence, ces facteurs peuvent entraver les efforts de développement, creuser l'écart de revenu et accentuer les disparités socioéconomiques au sein des pays et entre eux.

Comment expliquer que les conflits aient des effets substantiels et constamment plus négatifs dans la région MOAC ? Il semblerait que ce soit dû notamment au fait que les effets marginaux d'un conflit augmentent avec son intensité et sa durée. Ce facteur, combiné avec une fréquence accrue, une intensité généralement plus élevée et une durée supérieure, se traduit par des répercussions plus importantes et durables qu'ailleurs en moyenne. Si l'on distingue les conflits modérés et les conflits très graves, l'analyse montre que les seconds sont à l'origine de la baisse de la production par habitant estimée plus forte et plus longue pour les pays de la région MOAC que pour ceux d'autres régions (graphique 2.6)¹⁵. Il en va

¹⁵ Cela va également dans le sens d'une fréquence accrue des conflits plus dévastateurs pour l'économie dans la région MOANAP que dans la région CAC, car les conflits dans les pays MOANAP sont plus susceptibles d'être graves. Voir l'annexe 2.5 en ligne.

¹⁶ Les conflits de très haute intensité sont ceux dont le ratio décès/population se situe dans le quartile supérieur de la distribution mondiale, tandis que les conflits modérés se situent dans le dernier quartile. Pour plus de détails, voir l'annexe 2.4 en ligne. La longue durée est définie par une variable muette si la durée est dans le quartile supérieur de la distribution mondiale.

¹⁷ Les deux résultats s'expliquent notamment par le fait que les conflits de très haute intensité sont plus susceptibles d'éclater dans un pays où la qualité des institutions est médiocre, ou la dette souveraine, mal notée, soulignant donc le risque d'une endogénéité potentielle.

¹⁸ La médiocrité de la qualité des institutions est définie par une variable muette si la lutte contre la corruption, telle que mesurée par le Guide international des risques-pays, se situe dans le quartile inférieur de la distribution mondiale.

¹⁹ Sur la base des notations souveraines de Moody's. Le seuil de Caa1 est utilisé pour comparer les pays de la région MOAC affichant une note peu élevée (inférieure ou égale à Caa1) avec d'autres pays de la région (avec une note supérieure à Caa1). Ce seuil a été choisi plutôt que celui de « catégorie investissement » afin d'avoir à chaque fois un échantillon assez vaste dans chaque catégorie.

de financement indispensables à la reconstruction. Cette limitation de l'accès aux financements peut pousser de nombreux pays à se tourner vers l'aide internationale ou l'aide publique, y compris dans le cadre de programmes appuyés par le FMI.

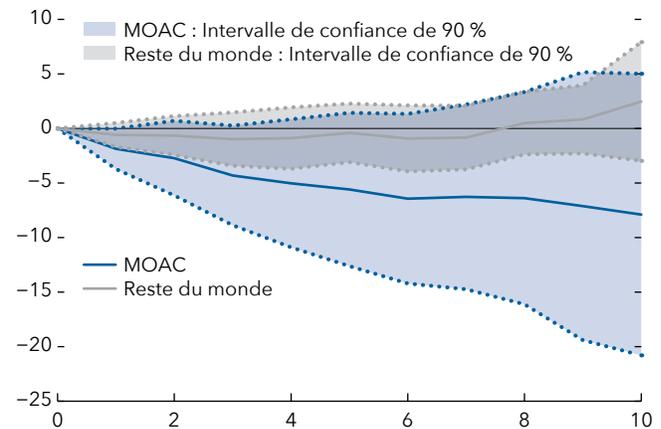
2.3. Retombées négatives des conflits dans les pays tiers

Les conflits peuvent avoir non seulement des conséquences dans les pays belligérants proprement dits, mais aussi des répercussions dans d'autres pays, variant en fonction des canaux d'exposition. Ainsi, certains pays pourraient tirer parti de l'apparition de nouveaux axes commerciaux résultant des divergences commerciales consécutives à un conflit, tandis que d'autres pourraient faire face à une incertitude accrue et une accentuation des tensions budgétaires liées aux flux de réfugiés. Si l'on examine les incidences des conflits sur les pays frontaliers dans notre échantillon, les pays de la région MOAC subissent, semble-t-il, des conséquences plus négatives et durables que d'autres régions (graphique 2.7)²⁰. Pour le groupe des pays de la région MOAC, un conflit dans un pays frontalier est associé en moyenne à une chute immédiate de la production par habitant dans les pays voisins, d'environ 1,5 %, puis d'environ 6 % plus ou moins neuf ans après le choc initial du conflit, même si ce n'est pas statistiquement significatif. On retrouve un schéma similaire pour les répercussions transmises par les canaux commerciaux (accords ou flux bilatéraux²¹). Si l'on s'intéresse plus particulièrement au groupe des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'effet d'entraînement est substantiel et statistiquement significatif, avec une baisse avoisinant 10 % cinq ans après le conflit.

Les répercussions varient aussi selon la nature des conflits se déroulant à l'étranger et les caractéristiques du pays subissant ces répercussions. Quand les conflits dans les pays frontaliers ne sont pas étatiques, leurs conséquences négatives sur la production par habitant sont plus importantes et statistiquement significatives, à 10 % sept ans après le choc des répercussions. Les incidences de ces chocs-là sont aussi plus sensibles dans les pays où la qualité des institutions est relativement moindre²². D'après les estimations, parmi les pays frontaliers, les pays aux institutions plus fragiles ont une production par habitant en baisse d'environ 10 % quatre ans après le choc des répercussions²³.

Les effets économiques néfastes d'un conflit dans les pays frontaliers sont manifestes aussi pour d'autres variables. Les conflits sont associés à des reculs notables de la consommation intérieure et des recettes budgétaires

Graphique 2.7. Répercussions des conflits sur le PIB par habitant des pays frontaliers
(En pourcentage)



Sources : Base de données CEPII ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les estimations correspondent approximativement au nombre de décès par million d'habitants associés au 75^e centile de la répartition mondiale pour l'analyse de chaque pays (voir l'annexe 2.3.1 en ligne pour plus de détails sur la répartition). MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

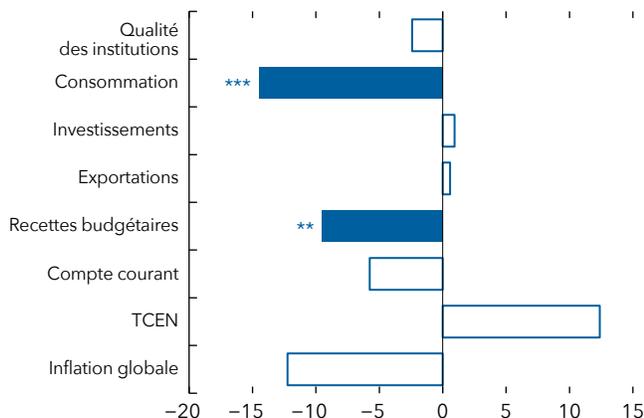
²⁰ Pour plus de détails sur la construction du choc provoqué par les répercussions d'un conflit, voir l'annexe 2.3.1 en ligne. Il s'agit en effet d'une moyenne pondérée des chocs correspondant à des conflits à l'étranger, les pondérations bilatérales spécifiques variant en fonction du canal d'exposition considéré. Pour pouvoir comparer les réactions dynamiques, le choc des répercussions est rattaché au centile de sa distribution correspondant approximativement aux décès par million d'habitants de l'impulsion du choc (conflit de haute intensité) du pays en conflit. Pour le choc des répercussions dans les pays frontaliers, cela représente un déplacement vers son 79^e centile.

²¹ Pour plus de détails sur la solidité des résultats avec différents canaux de transmission des effets (pondérations), voir l'annexe 2.3.1 en ligne.

²² Comme variable de substitution de la qualité des institutions, nous utilisons la qualité de l'ordre public et la notation du risque politique dans le pays, et l'estimation figurant dans le corps du texte se rapporte à cette mesure (Guide international des risques-pays).

²³ Pour plus de détails sur les différences d'effets de propagation selon les caractéristiques des répercussions des conflits et les caractéristiques des pays, voir l'annexe 2.3.2 en ligne.

Graphique 2.8. Répercussions des conflits sur les indicateurs macroéconomiques des pays frontaliers
(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Base de données CEPII ; Guide international des risques pays ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les conséquences sept ans après le choc, qui correspond approximativement au nombre de décès par million d'habitants associé au 75^e centile de la répartition mondiale pour l'analyse de chaque pays. ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. La variation en points de pourcentage fait état des conséquences sur le solde du compte courant. TCEN = taux de change effectif nominal.

mais aussi par la situation initiale, par exemple la solidité des institutions. En outre, les conflits dans les pays de la région tendent à engendrer plus d'effets négatifs pour les pays partenaires concernés.

Bien que ce chapitre se concentre sur les canaux les plus évidents par lesquels un conflit a des répercussions dans un pays tiers, plusieurs autres facteurs sont sans doute à l'œuvre. Ainsi, les conflits peuvent menacer la stabilité financière s'ils se prolongent, au détriment des résultats du secteur financier et de la capacité des banques à continuer d'assurer l'intermédiation financière et le fonctionnement des systèmes de paiement, avec à la clé un risque potentiellement accru de crise bancaire systémique. De plus, dans les pays riches en ressources naturelles, les effets d'un conflit prolongé pourraient différer (par exemple selon que ces pays soient ou non contraints de renoncer à une partie substantielle de leurs revenus tirés des ressources naturelles). De surcroît, un renchérissement du pétrole (lié, par exemple, à la désorganisation du transport ou de la production) pourrait être synonyme de choc mondial sur l'offre et compromettre le processus de désinflation au niveau mondial. Cela étant, l'histoire récente montre que les hausses de prix du pétrole mesurées lors de conflits au Moyen-Orient ne durent pas. Elles peuvent être atténuées par des producteurs régionaux exploitant leurs capacités inutilisées et d'autres pays débloquent leurs stocks stratégiques pour pallier la pénurie.

Compte tenu de l'incertitude accrue associée aux conflits, il est impératif de réellement renforcer les paramètres économiques fondamentaux et les institutions. Les observations mettent notamment en évidence l'importance d'un renforcement des institutions pour atténuer les incidences néfastes des conflits. Il est indispensable d'opter pour des politiques macroéconomiques avisées, y compris de ménager la marge de manœuvre budgétaire requise pour répondre aux urgences humanitaires et sociales. Qui plus est, en cas de difficultés financières systémiques, il serait important de prévoir des mesures de gestion de crise, avec par exemple l'apport de liquidités d'urgence de banques centrales. Enfin et surtout, les aides financières internationales et régionales doivent être adaptées au

moyennes (et une hausse connexe significative de la dette publique) dans les pays MOAC frontaliers (graphique 2.8). Bien que statistiquement moins significatifs, les résultats montrent aussi des incidences économiques notables sur la qualité des institutions et le solde du compte courant. On observe aussi un gonflement des flux de réfugiés vers les pays se trouvant à proximité d'un pays en conflit : l'augmentation est d'environ 48 % pour ce qui concerne les pays de la région MOAC (et supérieure à ce que nous observons ailleurs dans le monde pour les répercussions d'un conflit dans les pays frontaliers)²⁴.

2.4. Conclusions

La région MOAC est une des régions au monde les plus touchées par des conflits. Leur durée et leur intensité tendent à y être relativement élevées, entraînant d'importantes conséquences sociétales à long terme. En outre, les incidences négatives des conflits sur la production économique et au-delà sont plus notables pour les pays de la région MOAC que celles qui sont observées ailleurs dans le monde. Ces disparités peuvent s'expliquer non seulement par la gravité des conflits et par leurs effets non linéaires,

²⁴ Pour plus de détails sur les afflux de réfugiés, voir l'annexe 2.3.2 en ligne.

contexte de chaque pays, en tenant compte des fragilités nationales et du conflit en cause. À cet égard, le FMI se tient prêt à fournir une assistance aux pays membres et renforce son dialogue avec les plus vulnérables d'entre eux, y compris dans le cadre de sa stratégie pour les pays fragiles ou en conflit (FMI, 2022).

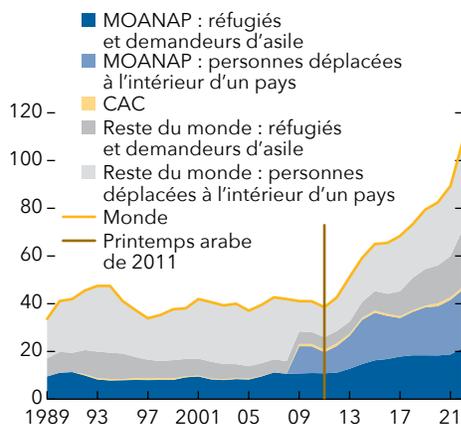
Bibliographie

- Fang, Xiangming, Siddharth Kothari, Cameron McLoughlin, and Mustafa Yenice. 2020. "The Economic Consequences of Conflict in Sub-Saharan Africa." IMF Working Paper 2020/221, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ilzetzki, Ethan, Carmen M. Reinhart, and Kenneth S. Rogoff. 2019. "Exchange Rate Arrangements in the 21st Century: Which Anchor Will Hold?" *Quarterly Journal of Economics* 134 (2): 599–646.
- International Monetary Fund (IMF). 2022. "IMF Strategy for Fragile and Conflict-Affected States." IMF Policy Paper 2022/004, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Novta, Natalija, and Evgenia Pugacheva. 2021. "The Macroeconomic Costs of Conflict." *Journal of Macroeconomics* 68: 103–286.
- Rother, Björn, Gaëlle Pierre, Davide Lombardo, Risto Herrala, Priscilla Toffano, Erik Roos, Greg Auclair, and others. 2016. "The Economic Impacts of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." IMF Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Teulings, Coen N., and Nikolay Zubanov. 2013. "Is Economic Recovery a Myth? Robust Estimation of Impulse Responses." *Journal of Applied Econometrics* 29 (3): 497–514.
- Uppsala Conflict Data Program. 2022. "Frequently Asked Questions." <https://www.pcr.uu.se/research/ucdp/faq/>.
- Verme, Paolo, Chiara Gigliarano, Christina Wieser, Kerren Hedlund, Marc Petzoldt, and Marco Santacroce. 2016. "The Welfare of Syrian Refugees: Evidence from Jordan and Lebanon." World Bank, Washington, DC.

Encadré 2.1. Effets sociétaux à long terme des conflits

Les conflits de haute intensité et prolongés, en particulier ceux qui entraînent des déplacements forcés à grande échelle, peuvent gravement perturber l'accumulation de capital humain et nuire à la cohésion sociale dans les pays concernés.

Graphique 2.1.1 de l'encadré.
Personnes déplacées de force
par pays d'origine, 1989–2022
(En millions)



Sources : Observatoire des situations de déplacement interne ; Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), rapport sur les tendances mondiales 2022 ; calculs des services du FMI.

Note : Les personnes déplacées de force comprennent les réfugiés placés sous mandat du HCR, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées à l'intérieur d'un pays relevant de la compétence du HCR et les autres personnes ayant besoin d'une protection internationale.

CAC = Caucase et Asie centrale ;
MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Fin 2022, le nombre de personnes déplacées de force était monté en flèche ; on en dénombrait plus de 100 millions dans le monde, dont plus de 40 % au Moyen-Orient et en Asie centrale (MOAC) (graphique 2.1.1 de l'encadré). Dans le sillage des Printemps arabes de 2011, les déplacements forcés ont considérablement augmenté et la région abritait un peu plus de 60 % de tous les réfugiés dans le monde en 2014. Quelques pays seulement, savoir l'Afghanistan, la Cisjordanie et bande de Gaza, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen, représentent la majorité de la population déplacée au sein de la région MOAC.

En outre, comme les personnes qualifiées et formées sont plus susceptibles de quitter leur pays pour fuir les violences, les conflits peuvent aussi conduire au départ des élites. Cette perte de talents dans les pays touchés par un conflit peut freiner le redressement et le développement après la guerre.

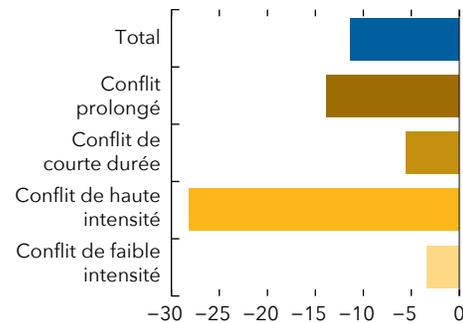
De surcroît, les flux transfrontaliers de personnes n'ont pas été sans conséquences pour les pays d'accueil, où ont été observées, notamment, une baisse des salaires, une demande accrue de services publics et une augmentation des dépenses sociales (Rother *et al.*, 2016). Une fraction non négligeable de la population déplacée est restée au Moyen-Orient et en Asie centrale, accentuant les tensions budgétaires dans la région.

Les conflits de haute intensité et prolongés peuvent avoir des effets négatifs significatifs sur le niveau d'instruction, le développement des compétences et, du même coup, les perspectives d'emploi. Dans la région MOAC, les conflits passés ont conduit à une baisse notable des taux de scolarisation en école primaire. Par rapport aux niveaux mesurés avant les conflits, ces réductions sont plus importantes en cas de conflits prolongés et plus encore en cas de conflits de haute intensité (graphique 2.1.2 de l'encadré). L'incidence des conflits sur la scolarisation dans l'enseignement primaire varie considérablement d'un pays MOAC à l'autre, mais le recul cumulé le plus prononcé dépassait 30 points de pourcentage au bout de deux ans de conflit. En général, la chute des taux de scolarisation résulte d'une combinaison de facteurs, dont la destruction des infrastructures scolaires, l'utilisation des écoles comme abris pour les civils, le déplacement de populations entières, la pénurie d'enseignants qualifiés et des problèmes accrus de sécurité, qui dissuadent les élèves d'assister aux cours. Tous ces facteurs combinés sont un obstacle à l'éducation en temps de guerre. La perte de membres de leur famille et les difficultés économiques peuvent aussi conduire plus d'enfants à aller travailler, ce qui les éloigne encore plus de l'école.

¹ Préparé par Bozena Radzewics-Bak.

Encadré 2.1 (fin)

Graphique 2.1.2 de l'encadré.
Région MOAC : scolarisation dans le primaire dans des pays touchés par des conflits de longue ou courte durée, et de forte ou faible intensité
 (En points de pourcentage)

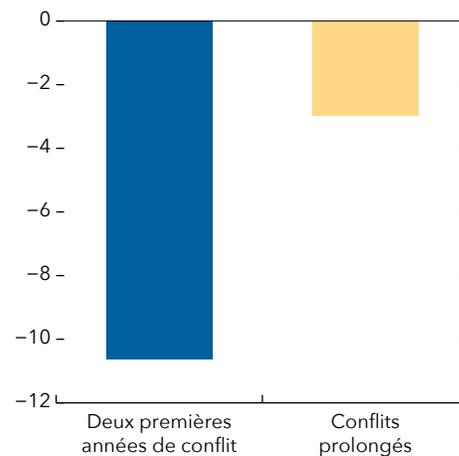


Sources : Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit prolongé est défini comme un conflit qui dure plus de cinq ans.

MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

Graphique 2.1.3 de l'encadré.
Région MOAC : espérance de vie dans les pays touchés par un conflit
 (En points de pourcentage)



Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit prolongé est défini comme un conflit qui dure plus de cinq ans.

MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

Par le passé, les conflits armés dans la région ont été aussi très néfastes en matière de santé, faisant reculer l'espérance de vie (graphique 2.1.3 de l'encadré), et ce pour de multiples raisons : directement, par la létalité des conflits eux-mêmes, et indirectement, en raison de l'effondrement de services essentiels comme les soins de santé, l'eau et l'assainissement et les filières agroalimentaires. Cet effondrement a entraîné la propagation de maladies, de la malnutrition et même des famines. La diminution de l'espérance de vie la plus aiguë a été observée dans les premières années des conflits. Quand ils se prolongeaient, en revanche, leur incidence négative sur l'espérance de vie tendait à s'atténuer, peut-être parce que certains conflits baissaient en intensité, devenaient plus localisés ou bien grâce à l'aide humanitaire et internationale, qui contribuait à améliorer la situation sanitaire et les conditions de vie dans les pays concernés.

Des conflits intenses et prolongés peuvent aussi aggraver les taux de sous-alimentation et compromettre encore davantage la formation du capital humain. Les données sur les conflits passés dans la région MOAC montrent que les taux de sous-alimentation tendent à rester élevés même une fois les conflits terminés. Malgré des disparités considérables, la sous-alimentation a augmenté d'environ 14 points en moyenne dans les pays en conflit, alors qu'elle a reculé dans les autres pays au cours de la même période. Les conflits désorganisent les filières agroalimentaires et les réseaux de distribution locaux, provoquant une hausse des prix de l'alimentation et des pénuries alimentaires. Combinés aux effets des déplacements et des difficultés économiques, ces phénomènes aggravent la sous-alimentation et ce sont souvent les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants et les personnes âgées, qui en subissent les conséquences les plus graves.

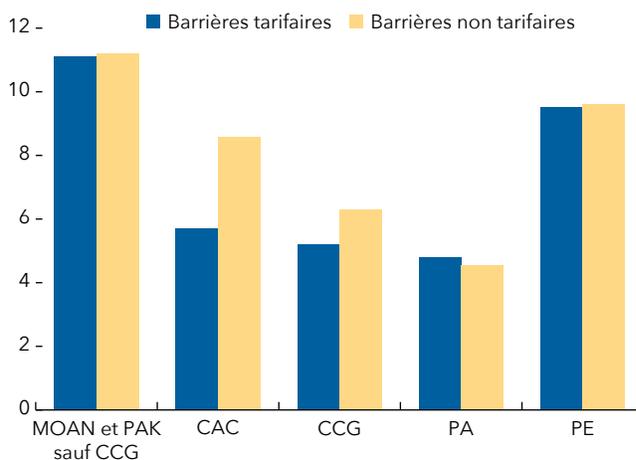
3. La (re)configuration des échanges face aux chocs et à la transformation du paysage géopolitique¹

Dans un contexte d'accroissement des restrictions commerciales, plusieurs chocs, à savoir la guerre menée par la Russie en Ukraine, le conflit à Gaza et en Israël et les perturbations en mer Rouge, modifient la configuration des échanges dans l'ensemble du Caucase et de l'Asie centrale (région CAC) et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MOAN). Depuis 2022, la région CAC enregistre un fort essor de ses activités commerciales, sous l'effet d'un accroissement du commerce de transit et de la réorientation des échanges. Certains pays de la région MOAN ont également constaté une évolution de la structure des échanges, en particulier dans le domaine de l'énergie. Plus récemment, les tensions dans la mer Rouge ont perturbé les échanges dans plusieurs pays de la région MOAN. Alors que le paysage géopolitique se transforme et que l'incertitude s'installe, les pays de la région pourraient soit continuer de bénéficier d'une intensification des flux commerciaux, soit pâtir de pertes en matière de commerce et de production en fonction du scénario de fragmentation envisagé. C'est pourquoi ces pays devront abaisser les obstacles aux échanges, moderniser les infrastructures et renforcer les cadres réglementaires, s'ils souhaitent réduire les risques et tirer profit des gains générés par les échanges commerciaux. Dans le même temps, il serait possible à la fois d'atténuer les conséquences des tensions en mer Rouge et d'améliorer la résilience face aux chocs commerciaux en se tournant vers d'autres routes de navigation et, à moyen terme, en développant d'autres axes commerciaux et en diversifiant les échanges.

3.1. La reconfiguration des échanges commerciaux

Les pays des régions CAC et MOAN ont connu de nombreux chocs ces dernières années, lesquels ont profondément re façonné la structure de leurs échanges. Après la désorganisation du commerce provoquée par la pandémie de COVID-19, la guerre menée par la Russie en Ukraine a modifié la dynamique des échanges régionaux, en particulier dans les pays de la région CAC. Plus récemment, les tensions en matière de sécurité en mer Rouge font craindre une hausse des coûts du transport de marchandises et une contraction du commerce maritime. Elles aggravent ainsi le risque de perturbations des échanges et des chaînes d'approvisionnement non seulement dans la région MOAN, mais aussi à l'échelle mondiale. En outre, ces chocs surviennent dans un environnement caractérisé par des obstacles aux échanges déjà anciens (notamment des barrières non tarifaires élevées), un manque d'infrastructures et des cadres réglementaires insuffisants, lesquels limitent le potentiel commercial dans les régions CAC et MOAN (graphique 3.1 et 3.2).

Graphique 3.1. Barrières tarifaires et non tarifaires
(Barrières tarifaires en pourcentage ;
barrières non tarifaires en valeurs d'indice)

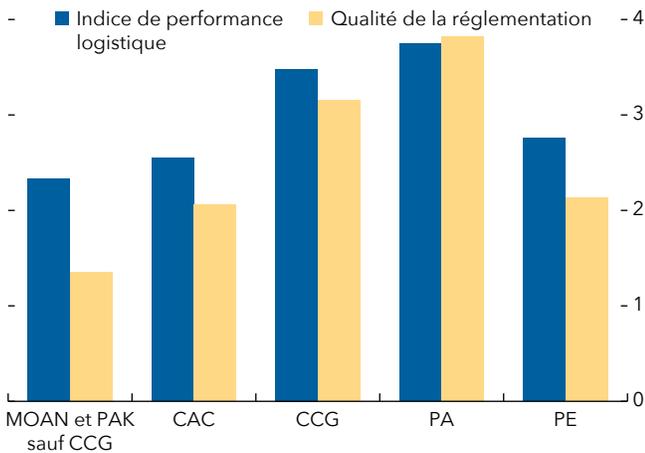


Sources : Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde ; indice de liberté économique de l'Institut Fraser ; calculs des services du FMI.

Note : Les données sur les barrières tarifaires portent sur 2022 ; celles sur les barrières non tarifaires portent sur 2021. Les barrières non tarifaires sont adaptées pour afficher des valeurs d'indice comprises entre 0 et 20 (à des valeurs élevées correspondent des barrières élevées). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN et PAK = Moyen-Orient et Afrique du Nord et Pakistan ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

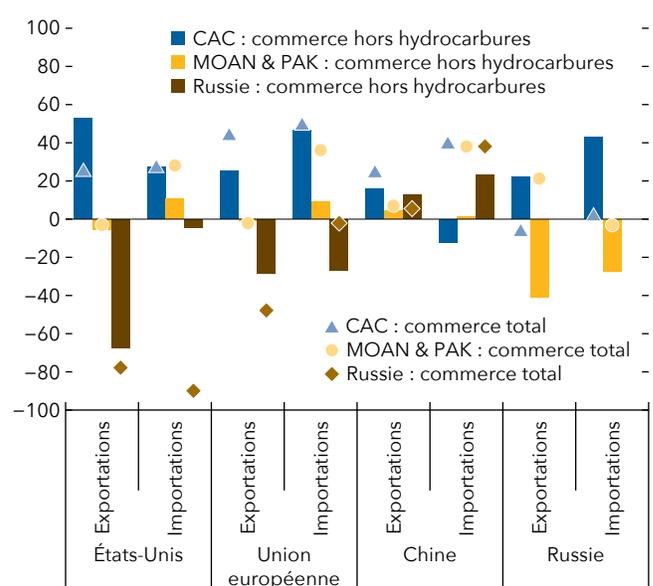
¹ Préparé par Apostolos Apostolou (coauteur principal), Hasan Dudu, Filippo Gori (coauteur principal), Alejandro Hajdenberg, Thomas Kroen, Fei Liu, Salem Mohamed Nechi et Subi Velkumar avec le précieux concours de Qirui Zhang pour les recherches.

Graphique 3.2. Performance logistique et qualité de la réglementation
(Indice)



Sources : Banque mondiale, base de données des indicateurs mondiaux de la gouvernance ; Banque mondiale, indice de performance logistique.
Note : La qualité de la réglementation est adaptée pour afficher des valeurs d'indice comprises entre 0 à 5 (à des valeurs élevées correspondent des réglementations de meilleure qualité). La performance logistique est également présentée sous forme d'indice, notée de très faible (1) à très élevée (5). L'indice de performance logistique prend en compte la qualité des infrastructures, les résultats des services douaniers, la qualité et l'efficacité de la logistique. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN et PAK = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

Graphique 3.3. Parts des échanges commerciaux avec les pays partenaires, 2021-22
(Pourcentage de variation)



Sources : Base de données BACI du CEPII ; calculs des services du FMI.
Note : Variation en pourcentage de la part des régions CAC et MOAN & PAK, et de la Russie, dans les exportations et importations depuis/vers certains partenaires commerciaux entre 2021 et 2022. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAN et PAK = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan.

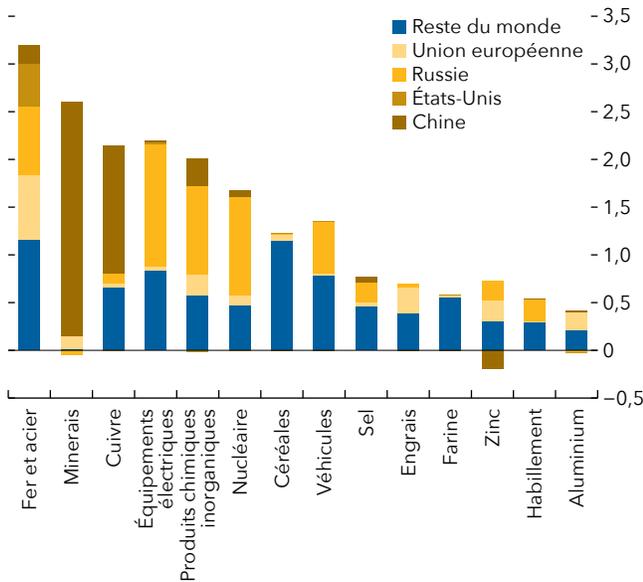
La réorientation des échanges remodèle le commerce international

La réorientation des flux commerciaux est l'une des principales conséquences de la guerre en Ukraine pour les pays de la région CAC. Ainsi, en 2022, la part de la région CAC dans les exportations hors hydrocarbures de l'Union européenne (UE), des États-Unis et de la Russie a fortement augmenté, de respectivement 25 %, 53 % et 22 %, et de 47 %, 27 % et 43 % dans leurs importations. Dans le même temps, le poids de la Russie a fortement diminué dans les exportations et les importations hors hydrocarbures de l'UE et des États-Unis (graphique 3.3). L'importance de la région CAC dans les exportations hors hydrocarbures de la Chine s'est également accrue, ce qui illustre un certain redéploiement des échanges au profit du corridor médian, où le volume transporté a bondi (encadré 3.1). Par conséquent, la réorganisation des échanges vers la région CAC a entraîné une hausse substantielle des flux commerciaux (importations et exportations) avec ses principaux partenaires et dans un large éventail de produits (en particulier dans les industries extractives et manufacturières, comme le fer et l'acier, les appareils électriques, les produits chimiques et les véhicules), une tendance qui s'est poursuivie en 2023 et a favorisé le renforcement des liens commerciaux dans la région ainsi qu'entre la région et le reste du monde, notamment dans le cas de l'Arménie, de la Géorgie et de la République kirghize (graphiques 3.4 et 3.5).

Le rôle de la région CAC dans les chaînes de valeur mondiales s'est également renforcé. Concrètement, tous les pays de la région (à l'exception du Tadjikistan) ont vu leur participation aux chaînes de valeur mondiales (autrement dit, la part de leurs exportations intégrées dans un processus commercial comprenant plusieurs étapes) augmenter. En parallèle, plusieurs pays de la région CAC (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan) ont accru la proportion d'intrants étrangers dans leur production et leurs exportations de sorte que cette dernière a dépassé le volume de leurs exportations utilisées dans la production des exportations d'autres pays (graphique 3.6).

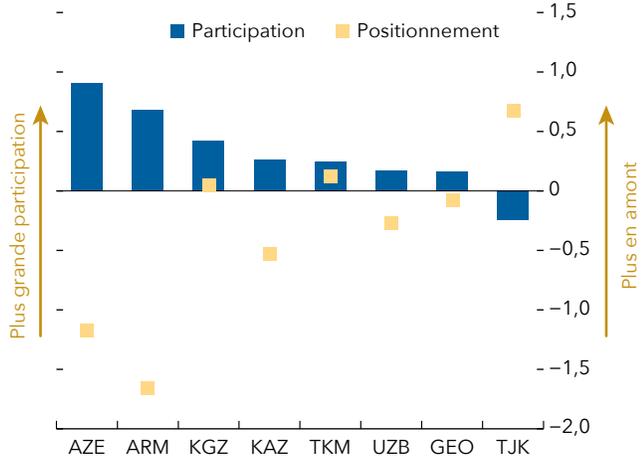
Dans la région MOAN, la reconfiguration des échanges est particulièrement visible chez les pays exportateurs de pétrole et dans les exportations d'hydrocarbures, en raison de la réorientation, vers la région, d'une partie de la

Graphique 3.4. CAC : exportations par groupe de produits
(Variation en milliards de dollars, 2022 par rapport à la moyenne 2019-21)



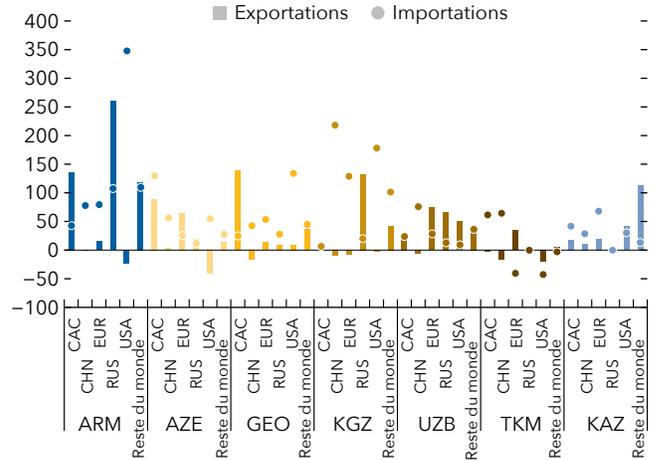
Sources : base de données COMTRADE de l'Organisation des Nations Unies ; calculs des services du FMI.
Note : Le Tadjikistan n'est pas inclus en raison du manque de données. CAC = Caucase et Asie centrale.

Graphique 3.6. CAC : rôle renforcé dans les chaînes de valeur mondiales
(Variation des valeurs d'indice, 2021-22)



Sources : Base de données MRIO du EORA ; calculs des services du FMI.
Note : Les deux indices sont calculés selon les travaux d'Aslam, Novta et Bastos (2017), sur la base du commerce manufacturier hors secteur extractif. Une participation accrue implique une plus grande intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Un positionnement plus haut signifie des exportations plus en amont. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale.

Graphique 3.5. CAC : exportations et importations par partenaire commercial
(Variation en pourcentage, moyenne 2022-23 par rapport à 2021)



Sources : base de données COMTRADE de l'Organisation des Nations Unies ; calculs des services du FMI.
Note : Le Tadjikistan n'est pas inclus en raison du manque de données. République kirghize : les données n'incluent pas les exportations d'or, qui ont fortement diminué pour des raisons qui ne sont pas liées à la guerre. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale.

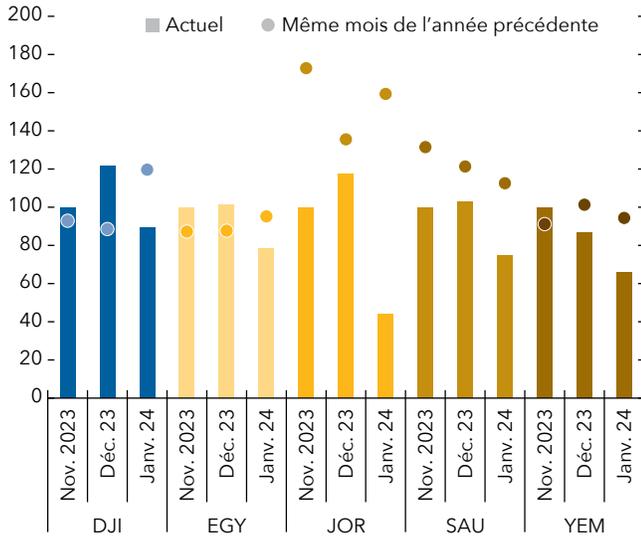
demande de pétrole et de gaz de l'UE auparavant couverte par la Russie. En effet, la part des pays de la région MOAN dans les importations d'hydrocarbures de l'UE est passée de 2,3 % au premier trimestre de 2022 à 5,8 % au quatrième trimestre de 2023 (l'Algérie et l'Arabie saoudite ayant capté l'essentiel de cette hausse).

Les tensions en matière de sécurité dans la mer Rouge perturbent les échanges dans la région MOAN

Les récentes tensions en matière de sécurité dans la mer Rouge désorganisent le commerce maritime de l'ensemble de la région. La mer Rouge est une voie d'accès essentielle pour le commerce maritime mondial : environ 15 % des échanges et 30 % des échanges conteneurisés du monde passaient par le canal de Suez avant le début du conflit. Depuis novembre 2023, les attaques contre des navires commerciaux traversant le détroit de Bab el-Mandeb suscitent des inquiétudes quant à la sécurité de certaines routes de navigation et ont fait grimper les primes d'assurance du transport maritime. En conséquence, entre le déclenchement du conflit à Gaza et en Israël et mars 2024, le coût de transport d'un container standard de 40 pieds depuis la Chine jusqu'en mer Méditerranée s'est envolé, passant d'environ 1 000 dollars à plus de 4 000 dollars.

Graphique 3.7. Volume de fret

(Novembre 2023 = 100)

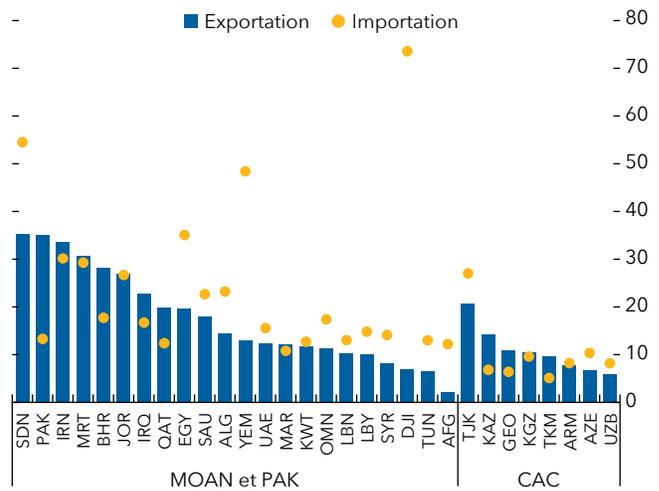


Sources : PortWatch ; calculs des services du FMI.

Note : Les données rendent compte du volume de fret. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 3.8. Exportations et importations transitant par le détroit de Bab el-Mandeb

(Pourcentage du total des exportations/importations de marchandises, 2022)



Source : Verschuur et Hall (à paraître).

Note : Les codes pays utilisés dans le graphique sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAN et PAK = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan.

Ces inquiétudes en matière de sécurité ont également eu une incidence sur le commerce régional. Le volume des échanges passant par le canal de Suez a chuté de façon spectaculaire, reculant de plus de 50 % entre novembre 2023 et la fin du mois de février 2024. Par ailleurs, le volume de fret dans certains pays de la région MOAN, notamment via les ports de la mer Rouge, s'est contracté durant cette période, de façon différente selon l'exposition au commerce maritime passant par le détroit de Bab el-Mandeb (graphiques 3.7 et 3.8). Par exemple, le débit du port jordanien d'Aqaba a diminué de près de moitié entre novembre et fin février, d'où la réorientation d'une partie des échanges vers des itinéraires terrestres. En Arabie saoudite, l'activité du port de Djeddah a baissé lorsque les autorités ont dérivé certains flux commerciaux vers le port de Damman dans le golfe Persique. Pour ce qui est de l'avenir, la persistance de tensions autour du détroit de Bab el-Mandeb pourrait avoir un impact négatif plus marqué sur les échanges et sur la production, en particulier dans les pays qui bordent la mer Rouge (encadré 3.2).

Les restrictions commerciales se multiplient

À l'échelle mondiale, les décideurs sont plus enclins à appliquer des obstacles aux échanges, une évolution qui entrave de plus en plus la liberté des échanges. Dès 2018, la Chine et les États-Unis ont pris des mesures protectionnistes se visant mutuellement, puis la tendance s'est étendue dans le monde avec la multiplication des obstacles aux échanges entre pays (Aiyar *et al.*, 2023). En outre, la désorganisation du commerce provoquée par la pandémie de COVID-19, la guerre menée par la Russie en Ukraine et les tensions en mer Rouge ont accentué les difficultés engendrées par la fragmentation géoéconomique croissante. Dans ce contexte, les mesures commerciales ont augmenté de 70 % depuis 2019. Le nombre moyen de mesures touchant les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale (région MOAC) a presque doublé durant la même période, les restrictions variant d'un pays à l'autre (graphiques 3.9 et 3.10).

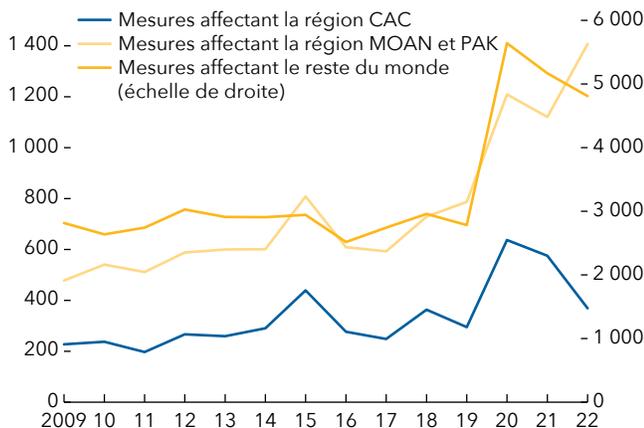
3.2. Conséquences de la fragmentation géoéconomique sur la région MOAC

Sur fond de reconfiguration et de restrictions des échanges commerciaux, trois scénarios à caractère illustratif sont étudiés ici pour analyser les gains et les pertes commerciales et économiques que pourraient enregistrer les pays de la région MOAC sous l'effet d'une accentuation de la fragmentation géoéconomique². Dans le scénario 1, l'UE et

² Ces scénarios sont analysés à l'aide d'un modèle de gravité structurel à partir de données sur 185 pays durant la période 2012-19. Celle-ci est antérieure à l'apparition de la COVID-19 afin d'exclure tout impact éventuel des perturbations liées à la pandémie dans l'estimation de l'équation de gravité.

Graphique 3.9. Tendances au niveau des mesures commerciales

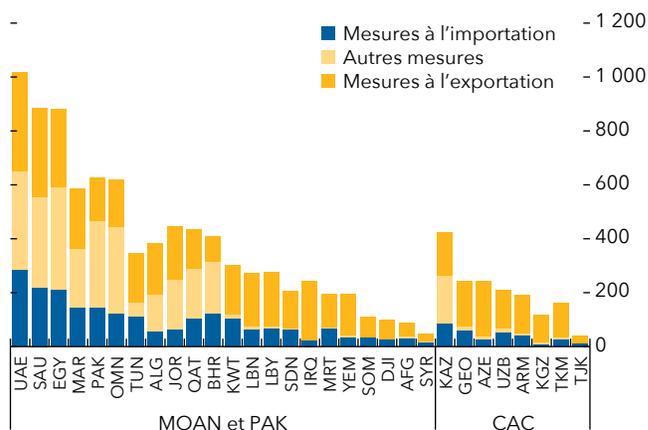
(En nombre)



Sources : base de données Global Trade Alert ; calculs des services du FMI.
 Note : Les mesures protectionnistes sont définies comme les mesures qui discriminent les intérêts commerciaux étrangers. Ces mesures peuvent appartenir aux principales catégories suivantes : instruments de politique d'exportation et d'importation, subventions et aides d'État, instruments de défense commerciale. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAN et PAK = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan.

Graphique 3.10. MOAC : nouvelles mesures commerciales

(Nombre, 2020-22)



Sources : base de données Global Trade Alert ; calculs des services du FMI.
 Note : Parmi les « autres mesures », on retrouve les mesures anticcontournement, antidumping, antisubventions, les restrictions aux marchés publics, les sauvegardes spéciales et les mesures non spécifiées ailleurs. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; MOAN et PAK = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan.

les États-Unis cessent tout commerce avec la Russie tandis que les flux d'échanges entre les autres pays demeurent inchangés³. Quant aux scénarios 2 et 3, ils reposent sur l'hypothèse d'une division du monde en trois blocs : un bloc occidental, un bloc oriental et un bloc neutre, les deux premiers n'ayant aucune relation commerciale et le troisième continuant de commercer avec l'ensemble des pays du monde. Dans le scénario 2, les pays de la région MOAC restent dans le bloc neutre. Dans le scénario 3, les pays de la région MOAC se rangent dans l'un des trois blocs en fonction de leurs votes lors de la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2022-23 (voir l'annexe 3.1 en ligne pour plus de détails).

Un risque de pertes économiques

L'effet net de la fragmentation économique sur les échanges et la production dans ces scénarios dépend de deux forces antagonistes. D'un côté, la perte de partenaires commerciaux entraînerait une diminution des échanges, ce qui freinerait la production. D'un autre, la réorientation des échanges déplacerait des flux commerciaux vers les pays qui peuvent commercer entre eux, ce qui stimulerait la production.

Dans le scénario 1, les pays de la région MOAC pourraient continuer de bénéficier d'opportunités commerciales accrues étant donné qu'un durcissement ciblé de certaines restrictions pourrait entraîner une réorientation des échanges favorable aux exportations de la région (graphique 3.11). La réorganisation des échanges et les effets de prix sur les marchés de produits de base ont ainsi un impact positif, bien que modeste, sur la production dans les pays du CAC⁴.

Dans le scénario 2, en restant neutres, les pays de la région MOAC pourraient servir d'intermédiaires entre les blocs ayant des relations tendues, d'où des gains en matière d'échanges et de production supérieurs à ceux indiqués dans le scénario 1. Dans la région MOAC, l'augmentation des exportations serait comprise entre 2 % à 3 % et celle de la production atteindrait au maximum 0,4 %.

³ De même que dans le scénario de « découplage stratégique » utilisé dans Bolhuis, Chen et Kett (2023).

⁴ Le modèle de gravité structurel ne tient compte que des échanges directs entre un pays exportateur et un pays importateur, et non des échanges passant par un troisième pays dans un scénario de fragmentation. Par conséquent, il est possible d'interpréter ces résultats comme les gains minimums qu'enregistreraient les pays susceptibles d'occuper une place d'intermédiaire commercial dans un scénario de fragmentation.

Dans le scénario 3, dans lequel les pays sont répartis dans les trois blocs selon leurs votes à l'Assemblée des Nations Unies, plusieurs pays de la région MOAC enregistreraient des pertes : les exportations baisseraient dans la région CAC (-1,1 %) et dans les pays non membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) du groupe région MOAN et Pakistan (-7,4 %) et la production se contracterait légèrement. Les pays du CCG sont dans la situation la plus favorable dans ce scénario, puisqu'ils sont mieux placés pour tirer parti du redéploiement des échanges grâce à des obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges plus faibles que dans les autres groupes de pays.

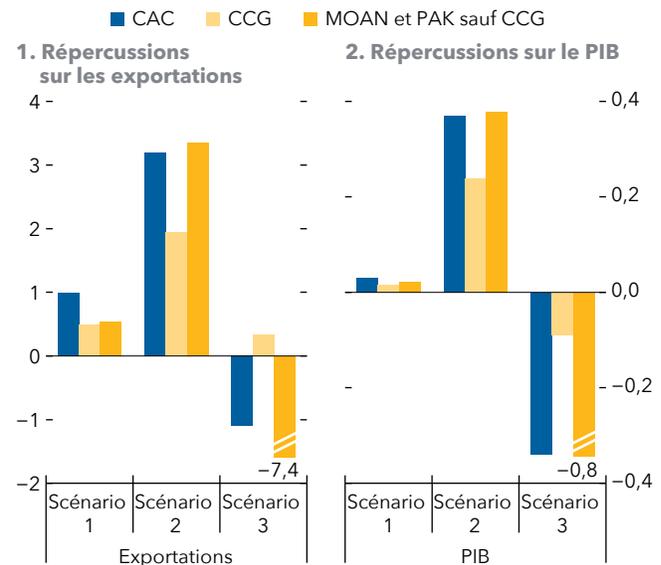
Des mesures peuvent accroître les gains commerciaux et atténuer les pertes

Des mesures permettant de réduire des obstacles déjà anciens⁵, comme l'allègement des restrictions commerciales⁶, l'assouplissement des contraintes réglementaires et la modernisation des infrastructures grâce à l'investissement⁷, peuvent accroître les gains sur les plans du commerce et de la production dans les scénarios 1 et 2 (graphique 3.12), et atténuer les pertes dans le scénario 3⁸.

En particulier, dans le scénario 1, le resserrement de l'écart entre les pays de la région MOAC et les pays avancés en matière de restrictions commerciales pourrait faire augmenter les importations de plus de 14 % dans les pays de la région CAC et de plus de 15 % dans les pays du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG par rapport au scénario de référence (c'est-à-dire à politiques inchangées). La modernisation des infrastructures pourrait permettre aux pays de la région MOAC d'accroître leurs exportations d'environ 7 % dans la région CAC et de 8 % dans les pays du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG, grâce à une intensification des flux commerciaux intra- et interrégionaux. En outre, un environnement réglementaire plus adapté pourrait faire progresser les exportations de plus de 3 % dans la région CAC et de quelque 6 % dans les pays du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG. Ces gains d'exportation générés par différentes mesures pourraient également se traduire par une hausse de la production annuelle dans la région CAC (comprise entre 1 % et 2 %) et dans les pays du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG (entre 1 % et 3 %)⁹.

De la même manière, dans le scénario 2, la réduction des obstacles aux échanges entraînerait un essor des exportations de plus de 17 % dans les pays de la région CAC, de plus de 20 % dans les pays du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG et de 6 % dans les pays du CCG. En outre, les gains d'exportations liés à la modernisation des infrastructures s'élèveraient respectivement à 6 %, 22 % et 24 % dans les pays du CCG, de la région CAC et du

Graphique 3.11. Répercussions de référence sur les exportations et le PIB
(En pourcentage)



Sources : base de données Gravity du CEPII ; calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN et PAK = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan.

⁵ À savoir des mesures visant à resserrer de 20 % l'écart entre les pays de la région MOAC et les pays avancés dans ces domaines.

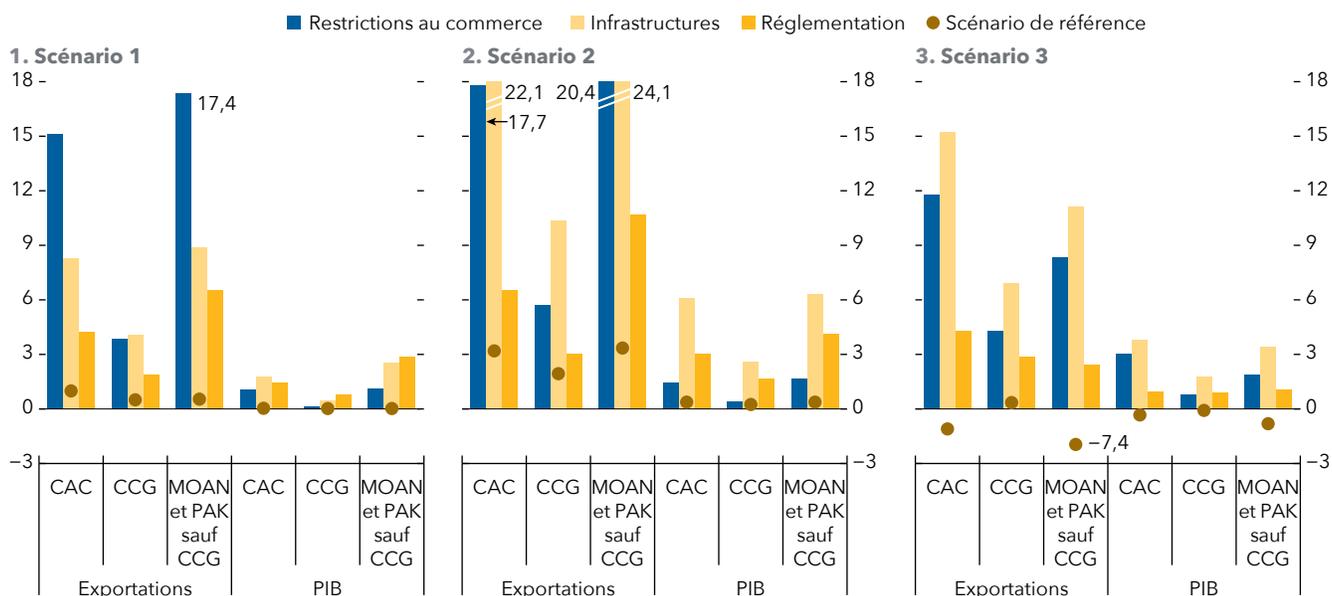
⁶ Reposant sur un indice composite d'obstacles tarifaires et non tarifaires.

⁷ Les infrastructures sont analysées à l'aide de l'Indice de performance logistique établi par la Banque mondiale, lequel est un indicateur composite des infrastructures physiques, de l'efficacité des douanes, de la qualité de la logistique et de l'efficacité des services logistiques.

⁸ Le modèle de gravité structurelle offre un cadre d'analyse des politiques publiques malléable dans un environnement à plusieurs pays, mais les résultats reposent sur l'hypothèse implicite que les paramètres structurels de chaque pays restent inchangés quel que soit le degré de fragmentation géoéconomique et peuvent donc être appréhendés par le modèle de gravité estimé à l'aide de données rétrospectives (voir l'annexe 3.2 en ligne pour plus de détails).

⁹ Ces gains ont deux composantes : l'augmentation des échanges et l'expansion de la production, tous deux reposant sur l'amélioration des infrastructures. Dans les résultats, la variation du PIB ne tient pas compte de l'impact direct de l'amélioration des infrastructures sur la production intérieure.

Graphique 3.12. Gains dans les échanges commerciaux et la production réalisés grâce aux mesures adoptées



Sources : base de données Gravity du CEPIL ; calculs des services du FMI.
 Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN et PAK = Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan.

groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG et ceux résultant d’une amélioration de l’environnement réglementaire à 6 %, 3 % et 11 % dans ces mêmes groupes de pays. Ces gains supplémentaires résultant de mesures de politique publique généreraient, de surcroît, de nouveaux gains de production (compris entre 0,4 % et 6,3 %), en particulier dans les pays de la région CAC et ceux du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG.

Dans le scénario 3, des mesures peuvent permettre d’éviter les pertes économiques à moyen terme et accroître les échanges et la production, bien que ces hausses soient généralement moins prononcées que celles observées dans les scénarios 1 et 2 (graphique 3.12). En réduisant les restrictions commerciales, les pays du CCG et les pays du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG pourraient voir leurs exportations progresser respectivement de plus de 11 % et d’environ 8 %, éliminant de fait l’intégralité des pertes de production engendrées par la fragmentation dans le scénario de référence. En outre, la modernisation des infrastructures aurait un impact positif similaire sur les exportations et la production dans la région. Améliorer la qualité de la réglementation entraînerait également des gains d’exportations et de production et annulerait les effets négatifs enregistrés par les pays de la région CAC et du groupe MOAN et Pakistan non membres du CCG en l’absence de mesures dans le scénario 3.

3.3. Réponse des pouvoirs publics

Ces résultats empiriques soulignent la nécessité de mesures fortes et ciblées pour parvenir à améliorer les perspectives commerciales et contrer les éventuels effets néfastes découlant des chocs sur les échanges et de la fragmentation accrue. Il est essentiel que ces mesures soient calibrées de façon à répondre aux défis immédiats et à plus long terme.

À court terme, les politiques donnant la priorité aux mesures de facilitation des échanges et de renforcement des infrastructures immatérielles, comme les technologies numériques et la gestion des douanes, aideraient les pays à saisir les opportunités générées par la reconfiguration des échanges pour obtenir des gains plus élevés en matière d’échanges et de PIB. Les réformes devraient viser à réduire les obstacles non tarifaires en renforçant l’efficacité des services douaniers, notamment en généralisant l’utilisation du numérique, en simplifiant les processus d’octroi des licences d’importation et d’exportation et en s’attaquant aux problèmes techniques à la frontière qui freinent les échanges.

À moyen terme, les politiques visant à remédier aux lacunes dans le domaine des infrastructures et à améliorer la qualité de la réglementation, comme la réduction des goulets d'étranglement au niveau des infrastructures ou l'harmonisation et la rationalisation des exigences réglementaires, stimuleraient aussi les échanges, contribueraient à limiter les conséquences des chocs sur les échanges et contiendraient les effets négatifs de la fragmentation géoéconomique, notamment en favorisant les liens et la connectivité dans la région (par exemple par la définition de nouveaux corridors commerciaux). Un approfondissement de l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales aiderait les pays à doper leur compétitivité et à rehausser le revenu par habitant (Raei, Ignatenko et Mircheva, 2019).

Dans les pays de la région MOAN, des mesures visant à améliorer la gestion des chaînes d'approvisionnement, établir de nouvelles sources d'approvisionnement dans les secteurs les plus touchés, trouver d'autres routes de navigation et recenser les besoins de capacité du fret aérien pourraient contribuer à atténuer les perturbations liées aux tensions actuelles en mer Rouge. À moyen terme, pour renforcer la résilience des pays de la région MOAN face aux perturbations des échanges, il faudra concrétiser les investissements dans les infrastructures de transport afin de renforcer et de développer les liens et la connectivité au niveau régional, notamment en définissant de nouveaux itinéraires maritimes et terrestres. Enfin, diversifier le profil des échanges, en élargissant l'éventail de partenaires, de produits et d'axes commerciaux, accroîtrait un peu plus la résilience.

Bibliographie

Aiyar, Shekhar, Jiaqian Chen, Christian H. Ebeke, Roberto Garcia-Saltos, Tryggvi Gudmundsson, Anna Ilyina, Alvar Kangur, and others. 2023. "Goeconomic Fragmentation and the Future of Multilateralism." IMF Staff Discussion Note 23/001, International Monetary Fund, Washington DC.

Aslam, Aqib, Natalija Novta, and Fabiano Rodrigues Rodrigues Bastos. 2017. "Calculating Trade in Value Added." IMF Working Paper 17/178, International Monetary Fund, Washington, DC.

Bolhuis, Marijn A., Jiaqian Chen, and Benjamin Kett. 2023. "Fragmentation in Global Trade: Accounting for Commodities." IMF Working Paper 23/73, International Monetary Fund, Washington, DC.

European Bank for Reconstruction and Development (EBRD). 2023. *Sustainable Transport Connections Between Europe and Central Asia*. London.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2023. *Realising the Potential of the Middle Corridor*. Paris: OECD Publishing.

Organisation for Economic Co-operation and Development/International Transport Forum (OECD/ITF). 2022. *Transport Connectivity in Central Asia: Strengthening Alternative Trade Corridors between Europe and Asia*. Paris: OECD Publishing.

Raei, Faezeh, Anna Ignatenko, and Borislava Mircheva. 2019. "Global Value Chains: What are the Benefits and Why Do Countries Participate?" IMF Working Paper 2019/018, International Monetary Fund, Washington, DC.

Verschuur, Jasper, and Jim Hall. Forthcoming. "Systemic Risks from Maritime Chokepoint Disruptions." University of Oxford.

World Bank. 2023. "Middle Trade and Transport Corridor: Policies and Investments to Triple Freight Volumes and Halve Travel Time by 2030." Washington, DC.

Encadré 3.1. Le corridor médian

Le corridor médian, également appelé corridor de transport international transcasprien, est un réseau multimodal¹ reliant la Chine et l'Europe et offre, à la région du Caucase et de l'Asie centrale, d'importantes possibilités de développement. Il traverse le Kazakhstan, la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, puis rejoint l'Europe par la Türkiye ou la mer Noire. Le corridor médian constitue une solution de substitution au transport maritime et au corridor septentrional² (voie terrestre est-ouest passant par la Russie³) pour les échanges commerciaux entre la Chine et l'Europe. Il connaît un regain d'intérêt depuis l'ouverture des lignes de chemin de fer trans-Kazakhstan en 2014 et Bakou-Tbilissi-Kars en 2017. Depuis le début de la guerre menée par la Russie en Ukraine, les volumes transportés via le corridor médian se sont envolés, passant de 600 000 tonnes en 2021 à 2,7 millions de tonnes en 2023. S'il ne représente qu'une petite part du commerce entre la Chine et l'Europe, le corridor médian pourrait s'avérer un facteur majeur du développement de la région du Caucase et de l'Asie centrale et de son intégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Cependant, différentes mesures sont nécessaires pour faire du corridor médian un axe commercial viable. D'après plusieurs études, le coût élevé du transport ainsi que sa durée, longue et imprévisible, sont les principaux problèmes à surmonter (Banque mondiale, 2023 ; Banque européenne pour la reconstruction et le développement, 2023 ; Organisation de coopération et de développement économiques, 2023). Par conséquent, il faut simplifier les procédures aux frontières afin de réduire les retards, accroître l'automatisation grâce à la dématérialisation des documents de transport et harmoniser les exigences réglementaires, les permis et les droits de douane dans l'ensemble des pays du corridor médian. D'importantes améliorations des infrastructures sont aussi nécessaires, ce qui supposera notamment d'accélérer les transbordements le long du corridor, d'étendre la flotte en mer Caspienne, d'accroître la capacité ferroviaire et d'étoffer le réseau routier. La coopération entre les pays concernés et la mise en place de conditions avantageuses pour attirer le secteur privé seront des éléments essentiels pour réaliser ces objectifs. Plusieurs initiatives régionales en ce sens existent déjà. Ainsi, en 2022, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan et la Türkiye ont signé une Feuille de route pour 2022-27 afin d'accélérer le développement du corridor médian.

Préparé par Alejandro Hajdenberg et Fei Liu.

¹ Il comprend ainsi des liaisons routières, ferroviaires et maritimes.

² Voir OCDE/FIT (2022).

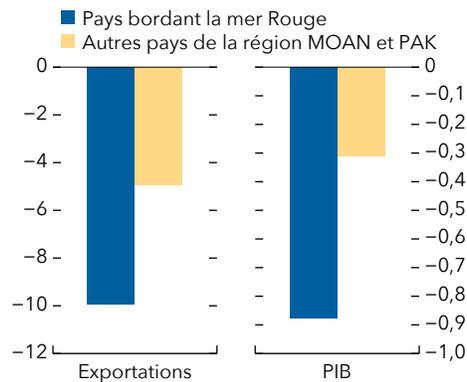
³ En 2023, les volumes transportés via le corridor septentrional ont chuté de plus de 60 % par rapport à 2021 d'après l'Eurasian Rail Alliance Index.

Encadré 3.2. Région MOAN : une contraction inégale des échanges en cas de tensions durables en mer Rouge

Dans un contexte de reconfiguration des échanges en réponse aux inquiétudes en matière de sécurité en mer Rouge, les pays très exposés aux perturbations pâtiraient de pertes commerciales substantielles si la situation devait se prolonger, selon un scénario illustratif. Celui-ci repose sur l'hypothèse que les perturbations du commerce maritime se poursuivent à intensité inchangée jusqu'à la fin de 2024 et simule l'impact d'une hausse du coût des échanges de 1 % de la valeur du fret transporté via la mer Rouge (ce qui équivaut à une augmentation sur une année entière des primes d'assurance du transport maritime au niveau observé à la mi-mars 2024 pour les navires traversant la mer Rouge). Ce choc est alors calibré en fonction de la dépendance de chaque pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) vis-à-vis de cette route de navigation, mesurée par la part des échanges passant par le détroit de Bab el-Mandeb. Les résultats montrent que l'impact de ce choc varie d'un pays à l'autre. Pour les pays qui bordent la mer Rouge (Arabie saoudite, Égypte, Jordanie, Soudan, Yémen), les exportations se contractent de 10 % en moyenne.

Pour le reste de la région MOAN, le repli des exportations est approximativement deux fois plus faible, ce qui dénote la moindre exposition des échanges de ces pays aux perturbations actuelles du trafic maritime. L'effet négatif sur l'activité économique est estimé à 1 % environ pour les pays riverains de la mer Rouge et à 0,3 % pour les autres pays du groupe région MOAN et Pakistan (graphique 3.2.1 de l'encadré).

Graphique 3.2.1 de l'encadré.
Estimation des répercussions des perturbations prolongées en mer Rouge sur la région MOAN et PAK
(Variation en pourcentage)



Sources : base de données Gravity du CEPIL ; calculs des services du FMI.

Note : Le scénario suppose que le niveau actuel de perturbations du commerce maritime transitant par la mer Rouge se poursuivra jusqu'à fin 2024. Le graphique affiche les répercussions sur un an. Les pays bordant la mer Rouge comprennent l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie, le Soudan et le Yémen. MOAN et PAK = Moyen-Orient Afrique du Nord et Pakistan.

Région MOAC : principaux indicateurs économiques, 2000-25*(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne 2000-20	2021	2022	2023	Projections	
					2024	2025
MOAC¹						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,1	4,5	5,3	2,0	2,8	4,2
Solde des transactions courantes	5,3	3,4	8,4	4,0	1,8	1,4
Solde budgétaire global	0,7	-2,3	2,4	-0,3	-2,0	-1,7
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	7,4	12,7	13,9	16,7	15,5	11,8
Pays exportateurs de gaz et de pétrole de la région MOAC						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,1	4,6	5,4	2,1	2,9	4,4
<i>dont croissance non pétrolière</i>	5,1	4,8	4,6	3,9	3,6	3,9
Solde des transactions courantes	8,4	6,8	13,8	6,6	4,1	3,2
Solde budgétaire global	2,7	-0,7	5,6	1,6	-0,3	-0,2
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	6,9	10,9	13,1	11,5	10,3	9,0
Pays importateurs de gaz et de pétrole de la région MOAC^{1,2}						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,0	4,3	5,2	1,7	2,6	4,0
Solde des transactions courantes	-2,8	-4,1	-5,3	-3,1	-4,9	-3,8
Solde budgétaire global	-4,8	-5,8	-5,7	-5,6	-7,0	-6,1
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	8,5	15,5	15,2	25,3	24,4	16,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAC¹						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,0	4,6	5,7	2,1	2,6	3,8
Solde des transactions courantes	-3,4	-3,6	-4,9	-2,3	-4,5	-3,1
Solde budgétaire global	-5,3	-6,3	-6,3	-5,9	-7,6	-6,7
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	7,1	7,8	11,5	24,2	23,5	15,9
Pays en développement à faible revenu de la région MOAC²						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,1	2,5	2,4	-0,2	2,7	4,9
Solde des transactions courantes	0,8	-7,3	-7,5	-7,9	-7,3	-7,2
Solde budgétaire global	-2,1	-2,6	-2,7	-3,9	-3,3	-2,8
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	15,0	60,0	35,1	31,8	29,9	18,5

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données relatives à la période 2011-25 excluent la République arabe syrienne. Les pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAC sont les suivants : Arménie, Cisjordanie et Gaza, Égypte, Géorgie, Jordanie, Liban, Maroc, Pakistan, République arabe syrienne et Tunisie.²Les données sur l'inflation, la croissance du PIB réel et le solde budgétaire global pour la période 2023-25, ainsi que sur le solde des transactions courantes pour la période 2021-25, excluent l'Afghanistan. Les pays en développement à faible revenu de la région MOAC sont les suivants : Afghanistan, Djibouti, Mauritanie, Ouzbékistan, République kirghize, Somalie, Soudan, Tadjikistan et Yémen.

Note : Les données pour les pays suivants se rapportent aux exercices budgétaires : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite), République islamique d'Iran (21 mars/20 mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin). Les 32 pays et territoires de la région MOAC sur lesquels porte le présent rapport sont divisés en trois groupes distincts, en fonction de leurs recettes d'exportation et de leur niveau de développement : 1) pays exportateurs de pétrole ; 2) pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; 3) pays en développement à faible revenu. Pays exportateurs de pétrole de la région MOAC : Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Kazakhstan, Koweït, Libye, Oman, Qatar, République islamique d'Iran et Turkménistan. Pays importateurs de pétrole de la région MOAC : Afghanistan, Arménie, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Géorgie, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Ouzbékistan, Pakistan, République arabe syrienne, République kirghize, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie et Yémen. Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAC : Arménie, Cisjordanie et Gaza, Égypte, Géorgie, Jordanie, Liban, Maroc, Pakistan, République arabe syrienne et Tunisie. Pays en développement à faible revenu de la région MOAC : Afghanistan, Djibouti, Mauritanie, Ouzbékistan, République kirghize, Somalie, Soudan, Tadjikistan et Yémen.

Région MOAN : principaux indicateurs économiques, 2000-25*(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne 2000-20	2021	2022	2023	Projections	
					2024	2025
MOAN¹						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	3,9	4,3	5,2	1,9	2,7	4,2
Solde des transactions courantes	6,4	4,2	10,0	5,3	2,7	2,1
Solde budgétaire global	1,1	-1,8	3,6	0,5	-1,5	-1,1
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	7,4	13,8	14,3	16,0	15,4	12,4
Pays exportateurs de gaz et de pétrole de la région MOAN						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	3,9	4,7	5,6	1,9	2,9	4,4
<i>dont croissance non pétrolière</i>	4,9	4,8	4,4	3,9	3,6	4,0
Solde des transactions courantes	9,0	7,2	14,3	7,4	4,8	3,6
Solde budgétaire global	2,7	-0,5	6,0	1,9	-0,1	0,0
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	6,8	11,2	12,9	11,6	10,7	9,4
Pays importateurs de gaz et de pétrole de la région MOAN¹						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	3,7	3,3	4,5	1,8	2,4	4,0
Solde des transactions courantes	-4,0	-5,3	-5,9	-3,6	-6,8	-4,9
Solde budgétaire global	-5,6	-6,0	-5,4	-5,2	-7,6	-6,3
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	8,8	20,6	17,9	27,4	28,0	20,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN¹						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,0	3,7	5,1	3,1	2,8	3,9
Solde des transactions courantes	-4,0	-4,8	-5,2	-3,0	-6,3	-4,1
Solde budgétaire global	-5,9	-6,6	-5,7	-5,4	-8,2	-6,8
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	7,1	7,0	11,1	22,6	24,0	18,6
Pays en développement à faible revenu de la région MOAN						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	1,9	0,5	-0,4	-9,6	-1,4	4,4
Solde des transactions courantes	-3,8	-9,2	-11,9	-8,9	-11,2	-11,8
Solde budgétaire global	-3,1	-0,3	-2,1	-2,9	-2,4	-2,2
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	20,4	171,7	80,7	75,0	69,0	35,9
Conseil de coopération du Golfe						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	3,9	4,3	7,0	0,4	2,4	4,9
<i>dont croissance hors hydrocarbures</i>	5,3	5,4	5,3	3,8	3,6	4,5
Solde des transactions courantes	12,4	8,7	15,9	9,0	6,3	5,0
Solde budgétaire global	5,2	0,2	7,6	3,4	2,3	2,7
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	2,2	2,2	3,3	2,2	2,2	2,1

	Moyenne 2000-20	2021	2022	2023	Projections	
					2024	2025
Monde arabe¹						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,1	4,2	5,5	1,3	2,6	4,5
Solde des transactions courantes	7,0	4,3	10,6	5,4	2,6	2,0
Solde budgétaire global	1,7	-1,7	4,3	0,8	-1,3	-0,8
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	4,9	9,0	8,8	11,2	11,2	8,6
Pays exportateurs de gaz et de pétrole du monde arabe						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	4,2	4,7	6,1	1,0	2,7	4,8
<i>dont croissance hors hydrocarbures</i>	5,3	5,1	4,7	3,9	3,6	4,3
Solde des transactions courantes	10,6	7,7	15,6	7,9	5,0	3,7
Solde budgétaire global	4,0	-0,2	7,2	2,5	0,4	0,6
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	3,0	3,2	4,3	3,4	3,1	2,8

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données relatives à la période 2011-25 excluent la République arabe syrienne.

Note : Les données pour les pays suivants se rapportent aux exercices budgétaires : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite), République islamique d'Iran (21 mars/20 mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin). Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen. Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et République islamique d'Iran. Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN : Cisjordanie et Gaza, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne et Tunisie. Pays en développement à faible revenu de la région MOAN : Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen. Région MOAN, à l'exclusion des pays touchés par un conflit : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République islamique d'Iran et Tunisie. Région MOAN, à l'exclusion des pays fragiles et touchés par un conflit : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République islamique d'Iran et Tunisie. Conseil de coopération du Golfe : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Monde arabe : région MOAN, à l'exclusion de la République islamique d'Iran. Pays exportateurs de pétrole du monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye, Oman et Qatar.

Région CAC : principaux indicateurs économiques, 2000-25

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000-20	2021	2022	2023	Projections	
					2024	2025
CAC						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	6,3	5,3	5,2	4,9	3,9	4,8
Solde des transactions courantes	-0,1	0,5	5,8	-1,5	-1,9	-1,3
Solde budgétaire global	1,6	-3,0	0,5	-1,3	-2,1	-1,9
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	8,8	9,6	13,0	9,7	7,7	7,1
Pays exportateurs de gaz et de pétrole de la région CAC						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	6,5	3,8	3,8	3,9	2,9	4,6
<i>dont croissance non pétrolière</i>	6,4	4,9	6,0	4,1	3,6	3,3
Solde des transactions courantes	0,3	3,1	9,4	0,4	-0,7	0,1
Solde budgétaire global	2,2	-2,3	1,8	-0,4	-1,5	-1,4
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	7,7	9,1	14,2	11,1	7,2	6,7
Pays importateurs de gaz et de pétrole de la région CAC						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	6,0	7,7	7,3	6,5	5,4	5,2
Solde des transactions courantes	-1,9	-6,1	-3,4	-6,1	-5,0	-4,7
Solde budgétaire global	-0,9	-4,8	-2,9	-3,6	-3,6	-3,1
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	10,9	10,3	11,0	7,6	8,5	7,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région CAC						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	5,5	8,7	11,6	8,0	5,9	5,2
Solde des transactions courantes	-9,0	-7,4	-2,2	-3,4	-4,6	-4,8
Solde budgétaire global	-1,9	-4,6	-1,9	-1,7	-3,3	-3,2
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	4,3	8,6	10,6	2,3	2,8	4,0
Pays en développement à faible revenu de la région CAC						
PIB réel (variation en pourcentage, sur un an)	6,2	7,4	6,0	6,1	5,3	5,2
Solde des transactions courantes	0,8	-5,6	-3,9	-7,3	-5,1	-4,7
Solde budgétaire global	-0,3	-4,9	-3,4	-4,5	-3,8	-3,1
Inflation (variation en pourcentage, sur un an)	12,9	10,7	11,1	9,3	10,3	9,0

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

Note : Pays exportateurs de gaz et de pétrole de la région CAC : Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan. Pays importateurs de gaz et de pétrole de la région CAC : Arménie, Géorgie, Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan. Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région CAC : Arménie et Géorgie. Pays en développement à faible revenu de la région CAC : Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan.

DANS CETTE ÉDITION

CHAPITRE 1

Évolution de la situation régionale et perspectives économiques régionales : une reprise inégale dans un contexte de forte incertitude

CHAPITRE 2

Fondations fragiles : les séquelles économiques durables des conflits

CHAPITRE 3

La (re)configuration des échanges face aux chocs et à la transformation du paysage géopolitique



PUBLICATIONS

REGIONAL ECONOMIC OUTLOOK
MIDDLE EAST AND CENTRAL ASIA - APR 2024 (FRENCH)



9 798400 270239